

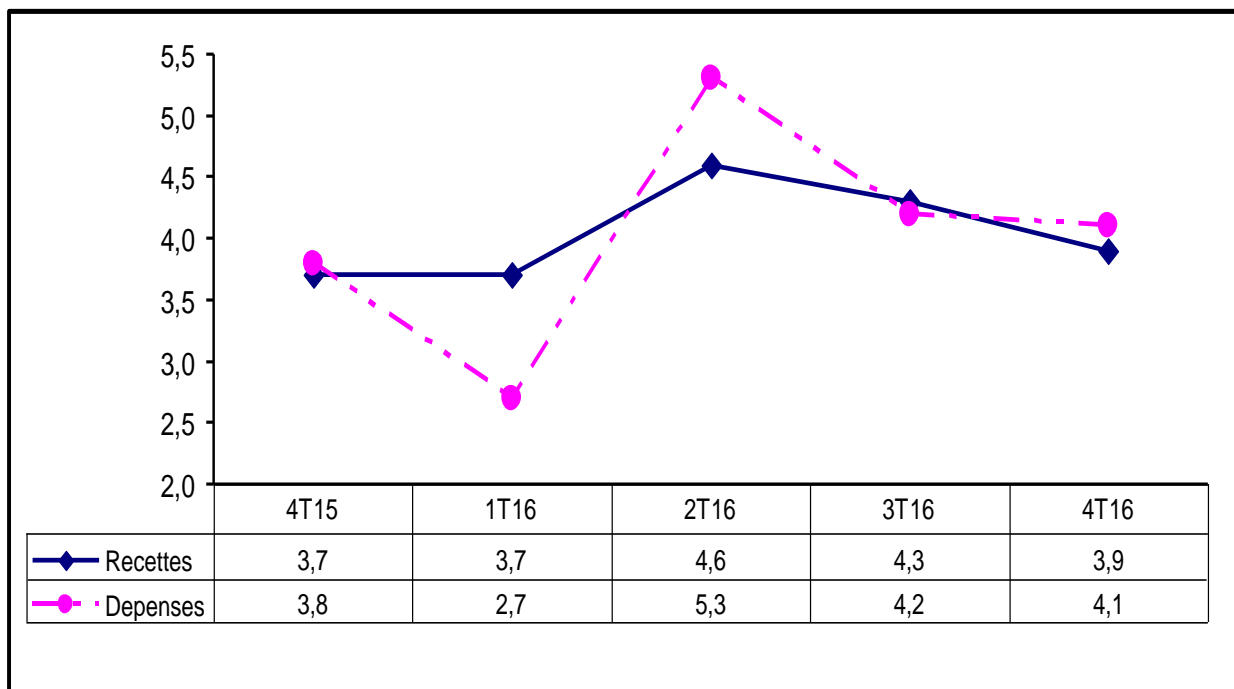
**RÉPUBLIQUE DE GUINÉE**  
 \*\*\*\*\*  
**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES**  
 \*\*\*\*\*  
**DIRECTION NATIONALE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET DE LA PRÉVISION**  
 \*\*\*\*\*  
**DIVISION CONJONCTURE**

## NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GUINÉENNE

N° 110

*Quatrième Trimestre 2016*

**ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES RECETTES & DÉPENSES BUDGÉTAIRES (% PIB)**



# SOMMAIRE

	<b>Pages</b>
Point sur la conjoncture de l'économie guinéenne, 4 <sup>ème</sup> trimestre 2016 .....	3
<b><i>I - Environnement International</i></b> .....	<b>4</b>
1.1 Croissance économique des sept pays industrialisés .....	
1.2 Cours de change de l'euro .....	
1.3 Prix des produits de base .....	5
<b><i>II - Au plan national</i></b> .....	<b>6</b>
<b>2.1 <i>Activité économique</i></b> .....	<b>6</b>
2.1.1 Secteur primaire .....	6
2.1.2 Secteur secondaire .....	7
2.1.3 Secteur tertiaire .....	9
<b>2.2 <i>Finances publiques, monnaie et crédit</i></b> .....	<b>11</b>
2.2.1 Recettes et dons .....	
2.2.2 Dépenses budgétaires .....	
2.2.3 Solde et financement .....	12
2.2.4 Dette publique .....	
2.2.5 Situation monétaire .....	13
2.2.6 Inflation .....	
2.2.7 Taux de change du franc guinéen .....	14
2.2.8 Indicateurs de performance budgétaires .....	15
<b>2.3 <i>Perspectives budgétaires pour le 1<sup>er</sup> Trimestre 2017</i></b> .....	<b>15</b>
2.3.1 Recettes et dons .....	
2.3.2 Dépenses totales .....	
2.3.3 Solde .....	
<b>2.4 <i>Mesures de politique économique nécessaires</i></b> .....	<b>15</b>
<b>Annexes (Tableaux des Indicateurs)</b> .....	<b>16- 25</b>

## **Point sur la conjoncture de l'économie guinéenne, au quatrième trimestre 2016**

1. Selon le Fonds Monétaire International, la croissance du PIB réel du monde, des pays avancés, émergents et en développement d'Asie, ainsi qu'en Afrique subsaharienne, serait respectivement modérée à 3,1 %, 1,6 %, 6,5 % et 1,4 % en 2016, contre 3,2 %, 2,1 %, 6,6 % et 3,4 % en 2015, avant de s'accélérer à 3,4 %, 1,8 %, 6,2 % et 2,9 % en 2017 respectivement. Cette situation résulte d'une faiblesse de l'investissement des entreprises, marquée par la baisse des stocks de biens, et par la montée significative du protectionnisme.

2. En Guinée, les efforts de mise en œuvre des mesures de politique économique (monétaire, budgétaire et structurel), sous-tendent un taux de croissance du PIB réel à 5,2 % en 2016, contre 4,5 % en 2015, avant de rebondir à 5,6 % en 2017.

À fin décembre 2016, les volumes cumulés de la production ont augmenté de 69,7 % pour l'électricité, 52,4 % pour la bière, 50,3 % pour le ciment, 43,9 % pour l'or, 39,5 % pour la bauxite, 17,0 % pour la peinture, 15,5 % pour les boissons sucrées et 3,9 % pour l'eau potable, contre respectivement +51,0 %, +17,3 %, +24,8 %, -0,9 %, +13,2 %, +7,7 %, +8,9 % et 7,1 % au même moment de 2015. Ces indicateurs confirment une reprise d'activité dans le sous secteur manufacturier.

Au plan touristique, les passagers aériens ont augmenté à 33,0 % en 2016, contre +8,7 % en 2015, du fait en partie d'une reprise d'activités portuaires post-Ébola. En revanche, les mouvements d'aéronefs ont baissé de 5,4 % en 2016 contre une hausse de 24,2 % en 2015, du fait d'un multiple de grèves lancées par les Centrales Syndicales (en février, mars et août

2016), caractérisées par l'arrêt des activités de Rio Tinto.

3. En 2016, le solde commercial est déficitaire de USD 2.015,09 millions (23,9 % du PIB), contre un déficit de USD 410,61 millions (4,7 % du PIB) en 2015. Cette forte dégradation de la balance commerciale s'explique en grande partie par une forte augmentation des importations FAB des équipements (bateaux miniers et pièces de rechange, grues flottantes, remorqueurs, etc..) enregistrées au cours du quatrième trimestre 2016.

Sur le marché des changes, le dollar américain s'est apprécié à 18,4 % face au franc guinéen à fin décembre 2016, contre 5,6 % en 2015. Face au dollar américain, le franc guinéen s'est déprécié à 6,7 % à fin décembre 2016, contre -1,5 % au même moment de 2015. Par ailleurs, le taux d'inflation en glissement annuel a augmenté à 8,7 % en décembre 2016, contre 7,3 % au même moment de 2015, du fait essentiellement d'une hausse significative des prix des produits alimentaires importés. En revanche, l'inflation en moyenne annuelle est restée relativement à 8,2 % en décembre 2016, en raison des efforts de gestion prudente des finances publiques, soutenus par le programme d'appui à la sécurité alimentaire et la gratuité d'accès à certains soins de santé primaires.

4. Au plan budgétaire, les principaux soldes budgétaires ont été moins élevés que prévu. Le solde global (avec dons) a été excédentaire à 0,2 % du PIB contre un objectif de -0,1 % du PIB à fin décembre 2016. De même, le solde budgétaire hors dons a été amélioré à -1,0 % du PIB, contre un objectif de -3,7 % à fin décembre 2016. Cette performance résulte des efforts de mobilisation des recettes fiscales, dans un contexte de maîtrise des dépenses

de fonctionnement et de faible niveau de mobilisation des ressources extérieures.

5. Quant au secteur monétaire, il a été marqué par des innovations importantes portant sur la hausse du taux directeur de la Banque centrale et le réaménagement de la base de calcul des réserves obligatoires. En glissement annuel, la masse monétaire a ralenti à 9,9 % en décembre 2016, contre 20,3 % il y a un an, grâce notamment au ralentissement des avoirs intérieurs nets à 2,6 % en décembre 2016, contre 41,1 % en 2015.

6. À fin décembre 2016, le secteur extérieur a été marqué par une importante détérioration du déficit courant, passant de 15,2 % du PIB en décembre 2015 à 33,8 % en 2016. Cette situation résulte entre autres, d'une forte augmentation des importations d'équipement dans le cadre de l'installation de nouvelles compagnies minières, accentuée par l'extension des capacités de production de sociétés existantes.

En outre, les réserves brutes de change ont augmenté à USD 614,65 millions en décembre 2016, contre USD 456,41 millions en 2015, à cause d'une mise en œuvre de mesures incitatives pour les orpailleurs et d'un effort de contrôle renforcé du respect de la réglementation en matière de rapatriement des recettes d'exportations des matières précieuses.

7. À fin décembre 2016, la Guinée a rempli trois (3) critères de convergence de premier rang, contre un (1) en 2015. Seul le critère relatif aux réserves brutes de change en mois d'importation n'a pas été respecté, en raison d'une forte augmentation des importations d'équipement financées par des investissements directs étrangers.

## I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL, MITIGÉ

Malgré la montée du protectionnisme voté le 23 juin 2016, l'OCDE vise un taux de croissance du PIB réel des sept grands pays industriels à 1,8 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, contre 1,5 % il y a un an.

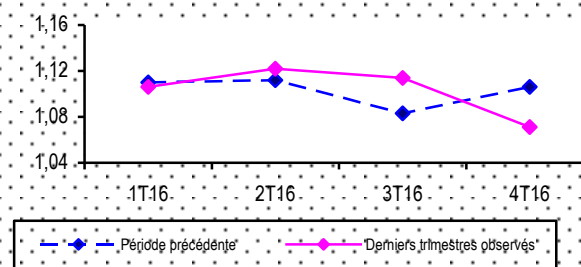
### 1.1 Croissance économique, divergente

Aux Etats-Unis, au Canada, en Allemagne, au Japon et au Royaume-Uni, le taux de croissance du PIB réel s'est respectivement établi à 2,0 %, 1,9 %, 1,8 %, 1,6 % et 1,9 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, contre respectivement 1,9 %, 0,4 %, 1,3 %, 2,1 % et 1,9 % au même moment de 2015, du fait en partie d'un impact d'orientation du climat des affaires dans les services marchands et la construction.

En Afrique subsaharienne, le Fonds monétaire international (FMI) annonce un ralentissement de la croissance du PIB réel à 1,6 % en 2016 contre 3,3 % en 2015, imputable en partie à la baisse significative des prix des produits de base sur le marché mondial, dont notamment, le pétrole et l'or.

### 1.2 Cours de l'euro en hausse

Graphique 1.1.1 : Evolution trimestrielle des cours de l'euro (en \$US)



Sources: AFD/Produit.doc, le Monde, Marchés.Tropicaux

Sur le marché de changes, les cours moyens de l'euro ont été de 0,870 £, 1,091 \$ et 119,61 ¥ au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, contre respectivement 0,780 £, 1,106 \$ et 127,763 ¥ il y a un an. Soit une appréciation de l'euro de 11,4 % face à la livre sterling au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, contre de 6,1 % au même moment de 2015.

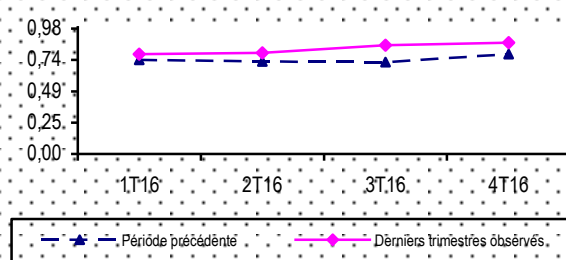
Par rapport au dollar américain et au yen japonais, l'euro s'est respectivement déprécié à 3,2 % et 6,4 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, contre -0,3 % et -3,2 % au même moment de 2015.

Au second semestre 2016, les prix moyens de l'euro ont atteint 0,860 £, 1,092 \$ et 116,960 ¥,

contre respectivement 0,750 £, 1,094 \$ et 129,577 ¥ au même moment de 2015. Par rapport à la livre sterling, l'euro s'est apprécié à 14,8 % au second semestre 2016 contre -1,5 % il y a un an (post-Brexit, voté le 23 juin 2016). Face au dollar américain et au yen japonais, l'euro s'est respectivement déprécié à 0,2 % et 9,7 % au second semestre 2016, contre -6,8 % et -6,2 % sur la même période de 2015.

À fin décembre 2016, les taux de change de l'euro ont respectivement atteint 0,823 £, 1,1032 USD et 120,439 ¥, contre 0,735, 1,1034 et 132,565 en 2015, soit une variation en glissement annuel de +11,9 %, -0,02 % et -9,7 % contre respectivement -6,0 %, -12,5 % et -4,0 % en 2015.

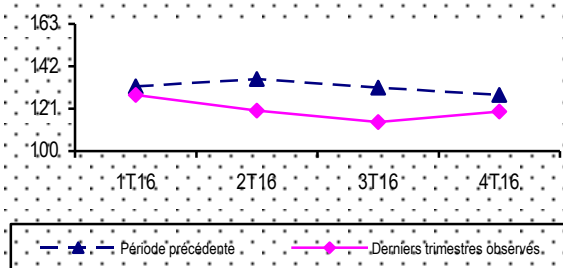
Graphique 1.1.2 : Évolution des cours de l'euro (en livre sterling)



Sources: AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

Face à l'euro, le dollar américain, la livre sterling et le yen japonais, ont respectivement varié à +0,1 %, -0,3 % et -16,9 % à fin décembre 2016, contre +19,9 %, +0,7 % et -9,5 % il y a un an.

Graphique 1.1.3: Evolution des cours de l'euro (en yens japonais)



Sources: AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

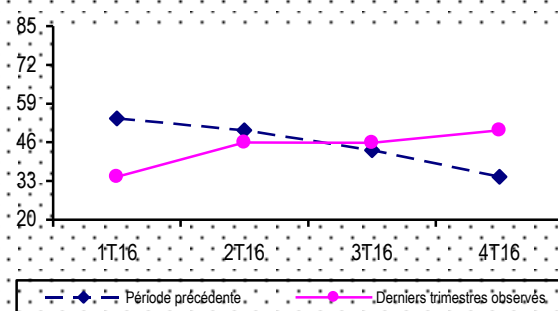
Au Royaume-Uni, la livre sterling s'est légèrement dépréciée à 0,3 % face à l'euro à fin décembre 2016, contre une appréciation de 0,7 % il y a un an. Quant au dollar américain, il s'est apprécié à 0,1 % face à l'euro aux États-Unis à fin décembre 2016, contre 19,9 % au même moment de 2015. Au Japon, la

dépréciation du yen face à l'euro s'est accrue à 16,9 % à fin décembre 2016, contre 9,5 % au même moment de 2015.

### 1.3 Cours des produits de base, en hausse

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, les prix moyens des produits de base ont atteint USD 50,07 pour le pétrole, USD 1.536,00 pour l'huile d'arachide, USD 750,00 pour l'huile de palme, USD 3.841,33 pour le café, USD 1.710,33 pour l'aluminium et USD 1.220,67 pour l'or.

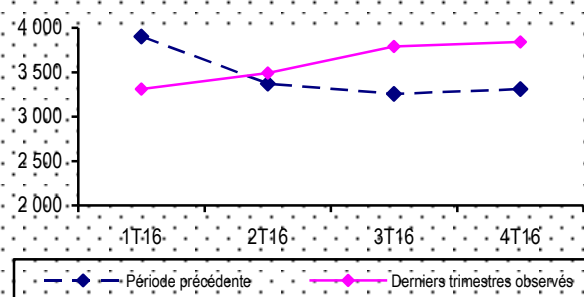
Graphique 1.2.1 : Evolution des prix du baril de pétrole (en USD)



Sources: AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

En glissement annuel, ces prix ont respectivement augmenté à 45,2 %, 20,3 %, 18,9 %, 16,1 %, 12,9 % et 3,4 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, contre -36,4 %, -6,9 %, -7,7 %, -15,2 %, -16,2 % et -3,1 %. Ces indicateurs montrent une tendance haussière des prix moyens des produits de base, du fait en partie d'une reprise des activités économiques au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016.

Graphique 1.2.2 : Evolution des prix de la tonne de café (en USD)



Sources: AFD/Produit.doc, le Monde, Marchés Tropicaux

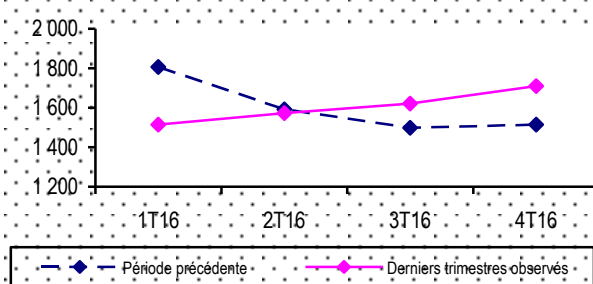
En revanche, les prix moyens de cacao et de riz ont respectivement été de USD 2.496,67 et USD 365,50 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, soit une baisse de 16,2 % et 2,4 %, contre -4,2 % et +2,1 % il y a un an, indiquant une tendance baissière, des suites d'une amélioration significative de l'offre.



Au 2<sup>ème</sup> semestre 2016, les prix moyens des produits de base se sont établis à USD 1.614,33 pour l'huile d'arachide, USD 45,93 pour le pétrole, USD 732,33 pour l'huile de palme, USD 3.815,67 pour le café, USD 1.277,67 pour l'or, USD 1.665,50 pour l'aluminium et USD 386,58 pour le riz.

En glissement annuel, ces prix ont respectivement augmenté de 25,3 %, 23,3 %, 22,9 %, 16,2 %, 12,0 %, 10,5 %, et 7,0 % au 2<sup>ème</sup> semestre 2016, contre -5,9 %, -40,2 %, -14,7 %, -23,7 %, -15,4 %, -19,0 % et -9,0 % au même moment de 2015. En revanche, le prix moyen de cacao a baissé d'USD 3.150,43 au 2<sup>ème</sup> semestre 2015 à 2.733,43 au même moment de 2016, du fait en partie d'une hausse significative de l'offre.

Graphique 1.2.3 : Evolution des prix de la tonne d'aluminium (en USD)



Sources : AFD/Produit doc, le Monde, Marchés Tropicaux

Sur l'année 2016, les prix moyens ont respectivement augmenté à USD 1.513,92 pour l'huile d'arachide, USD 699,75 pour l'huile de palme, USD 1.249,00, pour l'or, USD 390,77 pour le riz, USD 3.607,83 pour le café et USD 1.604,33 pour l'aluminium, contre respectivement 1.313,63 ; 607,64 ; 362,02 ; 1.147,55 ; 3.372,38 et 1.594,00 en 2015.

En glissement annuel, l'année 2016 a enregistré une hausse de 15,2 % pour la fois l'huile d'arachide et de palme, 8,8 % pour l'or, 7,9 % pour le riz, 7,0 % pour le café et de 0,6 % pour l'aluminium en 2016, contre respectivement -1,2 % ; -18,0 % ; -21,3 % ; -9,9 % ; -19,2 % et -16,6 % il y a un an. En rythme annuel, ces indicateurs montrent une tendance haussière des prix moyens des produits de base, grâce à une reprise des activités économiques.

En outre, la reprise de l'activité économique explique en partie une tendance haussière des

prix moyens du pétrole de 37,2 points, passant de -44,4 % à fin décembre 2015 à -7,2 % au même moment de 2016, pour se situer à USD 44,05 à fin décembre 2016, contre USD 47,48 il y a un an.

## II. REPRISE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE NATIONALE, POST-ÉBOLA

En 2016, l'orientation de la conjoncture économique post-Ébola, vise les points ci-après : i) le renforcement des infrastructures énergétiques, les infrastructures de transport et de technologies de l'information et de la communication ; ii) l'amélioration de la productivité du secteur agricole y compris l'élevage et la pêche, et la mise en place d'un cadre favorable au développement de l'agro-industrie ; iii) le renforcement de l'accès à l'éducation et aux soins de santé de qualité pour tous ; et iv) le développement local.

Les axes transversaux de cette politique économique sont entre autres : 1) la promotion de la bonne gouvernance ; 2) la réduction des inégalités de genre ; et 3) la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.

Sur la base de ces orientations, le taux de croissance du PIB réel a été revu à la hausse à 7,1 % en 2016, avant de ralentir à 6,6 % en 2017, grâce au dynamisme des secteurs primaire et secondaire, en lien avec les performances des activités extractives, commerciales et agricoles.

### 2.1 SECTEUR PRIMAIRE, PEU DYNAMIQUE

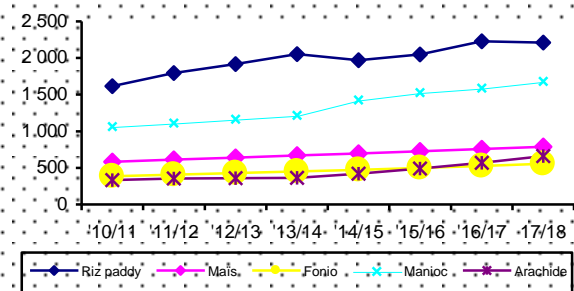
La valeur ajoutée du secteur primaire (18,3 % du PIB en 2015 à 17,6 % en 2016, avant de se situer 17,5 % en 2017), devrait ralentir à 2,9 % en 2016 contre 7,1% en 2015, avant de rebondir à 6,3 %, grâce à l'augmentation de la production de tous les sous-secteurs notamment celui de l'agriculture :

#### *Production agricole vivrière, dynamique*

En raison d'une extension des superficies irriguées et d'une utilisation plus rationnelle d'intrants agricoles, la production vivrière devrait accroître à 7,2 % en 2016, contre 6,0 % en 2015, avant de ralentir à 4,0 % en 2017, en lien avec

une augmentation significative de 3,7 % en 2015 à 8,8% en 2016, avant de se situer à -0,8 % en 2017.

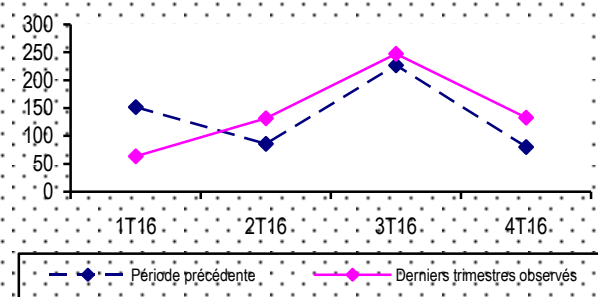
Graphique 2.1.1 : Produits vivriers agricoles (en milliers de tonnes).



Source : SNSA

Sous l'effet d'un taux d'accroissement démographique moyen de 2,3% par an, l'écart entre la demande et l'offre de riz est souvent résorbé par le volume des importations de riz, passant de 544,23 mille tonnes en 2015 à 575,56 à fin décembre 2016, dont 66,1 % de ce volume au second semestre 2016.

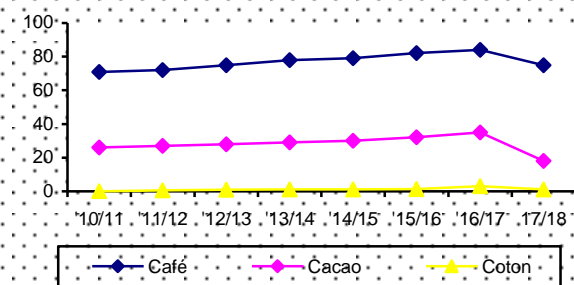
Graphique 2.1.2 : Volume du riz importé (en milliers de tonnes)



Source : MB/DGD

### Exportations des produits de rente, en baisse

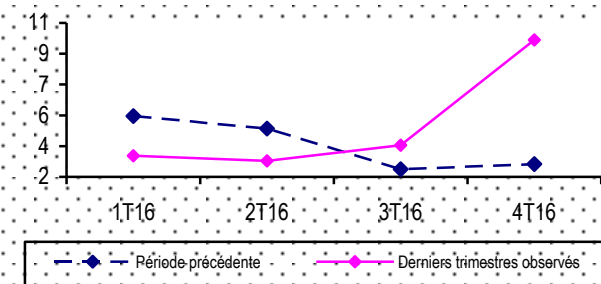
Graphique 2.1.3 : Produits de rente (en milliers de tonnes).



Sources : MEF/DND, MT/PAC

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, le volume des exportations de café a été de 1,71 mille tonnes, contre 2,97 mille tonnes au même trimestre de 2015, soit une baisse de 42,4 % contre une multiplication par 42,4 fois il y a un an.

Graphique 2.1.4 : Exportations des produits de la pêche industrielle



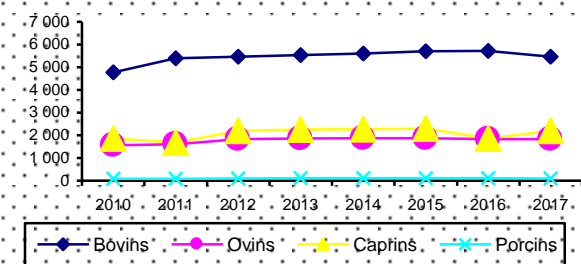
Source : MPA/DNP

À fin décembre 2016, le cumul de volumes des autres produits d'exportation a été de 5,13 mille tonnes pour le coton, 18,59 mille tonnes pour les poissons de la pêche industrielle et 14,88 mille tonnes pour le cacao, contre respectivement en milliers de tonnes de 6,50, 14,68 et 22,28 au même moment de 2015.

En glissement annuel, ces produits d'exportation ont enregistré une baisse de 21,0 % pour le coton et de 33,2 % pour le cacao, contre une hausse de 26,6 % pour les poissons de la pêche industrielle à fin décembre 2016, confirmant une reprise de l'activité économique dans la zone euro.

### Production animale, stable relativement

Graphique 2.1.5 : Production animale (en milliers de têtes).



Source : SNSA

Par rapport à 2015, l'offre de la production animale devrait baisser à 4,8 %, contre une hausse de 1,5 %, avant d'atteindre un léger accroissement de 0,9 % en 2017, du fait en partie de l'impact du retard des appuis aux éleveurs.

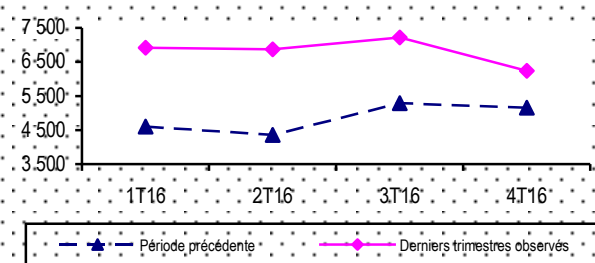
Les effectifs du cheptel devraient enregistrer des variations de -4,5 % pour les bovins (5.459 mille), +0,7 % pour les ovins (1.838 mille têtes), +18,5 % pour les caprins et -8,9 % pour les porcins (105 mille).

## 2.2. SECTEUR SECONDAIRE, DYNAMIQUE

En 2016, la valeur ajoutée du secteur secondaire (passant de 26,1 % du PIB en 2015 à 26,5 % en 2016, avant d'accroître à 28,7 % du PIB en 2017), devrait enregistrer un taux de croissance de -5,2 % en 2015 à 16,7 % en 2016, avant de ralentir à 7,5 % en 2017, en lien avec une forte croissance de la valeur ajoutée du sous-secteur « activités extractives », sous l'effet de la production d'une nouvelle société dénommée "société minière de la bauxite de Boké" à Katougouma (SMB).

### Production de bauxite, en hausse

Graphique 2.1.6 : Production de la bauxite (en 000 t)



Source : MMG/CBG

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, le volume cumulé de la production de bauxite a été de 6,24 millions de tonnes, contre 5,16 au même trimestre de 2015, soit une hausse de 20,9 % contre 4,4 % il y a un an, en lien avec un accroissement de la demande.

Au second semestre 2016, cette production de bauxite a été de 13,81 millions de tonnes, contre 10,45 au même semestre de 2015, soit une hausse de 28,8 %, contre 10,3 % au second semestre 2015, grâce à une contribution importante de la nouvelle société dénommée « Société Minière de la Bauxite de Boké » à Katougouma.

À fin décembre 2016, le volume de la production de bauxite se chiffre à 27,27 millions de tonnes, contre 19,41 en 2015, soit une hausse de 40,5 % après 10,3 % l'année précédente, grâce notamment à la contribution de la production de bauxite à Katougouma.

### Production des pierres précieuses, contrastée

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, le volume de la production de l'or s'est établi à 0,22 million d'onces, contre 0,19 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015, soit une hausse de 15,9 %, contre une baisse moindre de 2,2 % il y a un an. Inversement, la production de diamant a été de 0,012 million de carats au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, contre 0,162 il y a un an, soit une chute de -66,4 %, après -18,2 %, du fait entre autres aux difficultés d'ordre financier et structurel.

Au second semestre 2016, cette production de l'or s'est établie à 0,42 million d'onces, contre 0,34 il y a un an, soit un accroissement de 23,0 % contre une baisse de 10,0 % au même moment de 2015, en lien avec une forte reprise d'activité par notamment les orpailleurs. En revanche, la production de diamant s'est établie à 0,026 million de carats au 2<sup>ème</sup> semestre 2016, contre 0,061 il y a un an, soit une régression de 57,4 %, contre celle de 11,1 % au second semestre de 2015, sous l'effet de multiple contrôle des permis d'exploitation.

À fin décembre 2016, la production de l'or a été de 0,99 million d'onces, contre 0,69 en 2015, soit une hausse d'environ 43,0 %, contre une baisse d'environ 10,0 % en 2015, du fait en partie d'une reprise significative de la demande. Par ailleurs, la production de diamant est passée de 0,16 million de carats à fin décembre 2015 à 0,11 en 2016, soit une baisse d'environ 34,0 %, contre un niveau stable, du fait notamment d'un attentif observé par les parties prenantes.

### Production manufacturière, peu diversifiée

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, le volume de la production de bière a été de 60,65 millions d'hectolitres contre 49,14 au même moment de 2015, soit un ralentissement de 100,1 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015 à 23,4 % au même trimestre de 2016. Sur la période, le volume de la production des boissons sucrées a atteint 74,85 millions d'hectolitres au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, contre 59,92 au même moment de 2015, soit une hausse de 24,9 %, contre 15,5 % au 4<sup>ème</sup> trimestre de 2015.

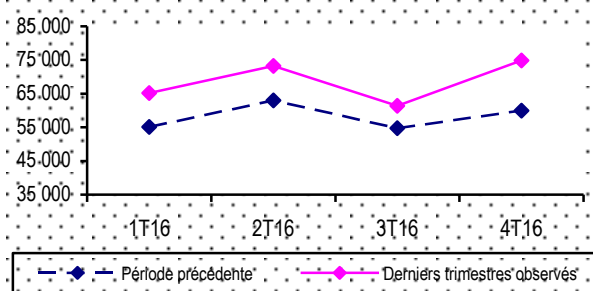
Au second semestre 2016, la production de la bière et de boissons sucrées ont respectivement été en millions d'hectolitres de 141,14 et 115,55.



contre 89,36 et 114,65 au même moment de 2015, soit une progression de 29,3 % et 23,3 % respectivement au 2<sup>ème</sup> semestre de 2016, contre 85,0 % et 17,0 % il y a un an.

À fin décembre 2016, la production de bière et de boissons sucrées en millions d'hectolitres de 227,18 et 279,77 contre 160,05 et 232,74 de l'année précédente. Ces chiffres indiquent une hausse de 41,9 % et 20,2 % contre 23,1 % et 2,9 % il y a un an, en lien avec un renforcement significatif des équipements de production

Graphique 2.1.7 : Production des boissons sucrées (en '000 hl)



Source : MIPME/BONAGUI & SOBRAGUI

À fin décembre 2016, le volume de la production d'huile de palme en tonnes, serait de 3.704,43 dont (1.985,23 au second semestre et 25,52 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016), contre 9.520,01 dont (3.922,01 et 2.390,00) au même moment en 2015. En rythme annuel, le volume de la production d'huile de palme, a chuté de 61,1 % dont (-49,4 % et -98,9 %) à fin décembre 2016, contre +29,1 % dont (+195,8 % et 397,9 %), il y a un an. Cette situation confirme en partie, l'approvisionnement irrégulier du marché domestique en huile de palme.

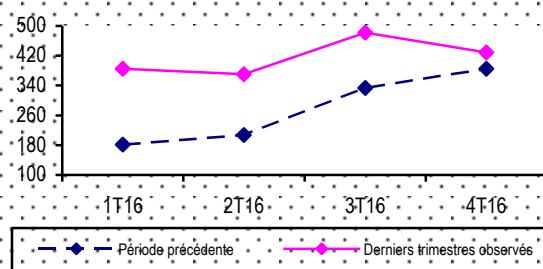
### Production "électricité et eau", contrastée

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, les volumes de production de l'électricité et de l'eau potable ont respectivement atteint 428,64 millions de MWH et 16.631,81 millions de m<sup>3</sup>, contre 385,26 et 16.320,47 au même moment de 2015, soit respectivement une hausse de 11,3 % et 1,9 % contre 112,0 % et 2,1 % il y a un an. Ces chiffres indiquent des tendances baissières en points de pourcentage de 100,7 et 0,2 pour respectivement l'électricité et l'eau potable.

Au second semestre 2016, ces différents volumes de la production de l'électricité et de

l'eau potable se sont respectivement chiffrés à 910,80 millions de MWH et 32.978,81 millions de m<sup>3</sup>, contre respectivement 718,73 et 31.752,24 au même moment de 2015. Soit respectivement un accroissement de 26,7 % et de 3,9 %, contre 101,4 % et 0,01 % au second semestre de 2015. Cette situation indique une tendance haussière de 74,7 points pour l'électricité et de 3,9 points pour l'eau potable.

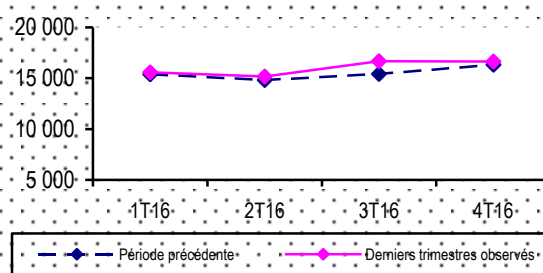
Graphique 2.1.10 : Production d'électricité (en millions MWH)



Source : MEH/EDG

À fin décembre 2016, les volumes cumulés de la production de l'électricité et de l'eau potable ont respectivement été de 1.666,77 millions de MWH et 63.716,54 millions de m<sup>3</sup> contre 1.107,74 et 61.973,12 l'année précédente. Ces données enregistrent une hausse de 50,5 % et 2,8 % en 2016, contre 57,6 % et -1,3 % à fin décembre 2015.

Graphique 2.1.11 : Production d'eau potable (en millions de m<sup>3</sup>)



Source : MEH/SEG

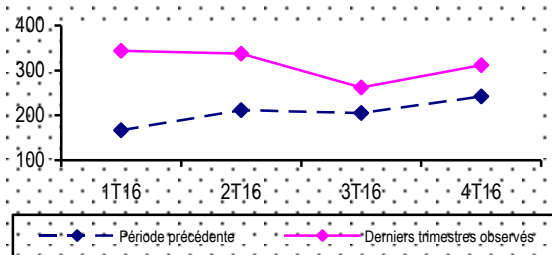
Ces indicateurs montrent une tendance baissière de la production d'électricité de 7,1 points, contre une tendance légèrement haussière du volume de la production de l'eau potable de 4,1 points de pourcentage ; situation préoccupante.

### Bâtiments et Travaux publics, dynamiques

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, le volume de la production de ciment a été de 312,07 mille tonnes contre 242,22 mille au même moment de 2015, soit un accroissement de 28,8 % contre

22,0 % au 4<sup>ème</sup> trimestre de 2015, en lien avec une reprise d'activités du sous secteur « bâtiments et travaux » d'intérêt public et privé.

Graphique 2.1.12 : Production de ciment (en milliers de tonnes)



Source : MIPME/Ciments de Guinée, G.I., CIMAFO

Ces indicateurs fournissent une tendance haussière du volume de la production de ciment de 17,9 points, grâce aux efforts de renforcement des capacités de production par des nouvelles installations, notamment "Diamond ciment".

Quant au volume de la production de peinture, il s'est chiffré à 3.065,99 mille tonnes au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, contre 2.505,98 mille au même trimestre de 2015, soit une progression de 22,3 %, contre +1,1 % au même trimestre de 2015, du fait en partie, d'une reprise significative de la demande.

Au second semestre 2016, ce volume a atteint 5.555,58 mille tonnes, contre 4.509,51 au même moment de 2015, soit une hausse de 23,2 %, après -5,1 % au même moment de 2015. Ces indicateurs montrent une tendance haussière de 28,3 points qui, confirme une reprise des activités de « bâtiments et travaux publics ».

Au cours de l'année 2016, le volume cumulé de la production de peinture s'est établi à 11.371,59 mille tonnes contre 9.632,34 il y a un an, soit un accroissement de 18,1 %, après -0,9 % en 2015. Ces indicateurs montrent une tendance haussière de 19 points, grâce à une reprise significative de la demande.

### 2.1.3. SECTEUR TERTIAIRE, PEU COMPÉTITIF

En 2016, la valeur ajoutée du secteur tertiaire y compris les droits et taxes à l'importation "DTI" (passant de 55,6 % du PIB en 2015 à 55,0 % en 2016, avant de ralentir à 54,3 %) en 2017, devrait enregistrer un ralentissement de croissance de 8,8 % en 2015 à 4,2 % en 2016, avant se situer à

4,3 % en 2017, grâce à une contribution appréciable de tous les sous-secteurs, notamment le commerce, le transport et l'administration.

### Secteur Extérieur, Solde global moins que prévu.

En 2016, le solde global de la balance des paiements s'est amélioré à USD 0,8 million (0,01 % du PIB), contre un déficit d'USD 499,94 millions (5,72 % du PIB) en 2015, grâce une hausse considérable des flux financiers nets (entrants) enregistrés au niveau des sociétés guinéennes notamment les sociétés minières et industrielles.

Le déficit du compte des transactions courantes a également ralenti à USD 1.020,20 millions (12,11 % du PIB) en 2016 contre USD 2.774,92 millions (31,73 % du PIB) en 2015, du fait d'une forte dégradation de la balance commerciale suivie de celle des services.

La balance commerciale est déficitaire de USD 2.015,09 millions (23,91 % du PIB) en 2016 contre un déficit de USD 410,61 millions (4,70 % du PIB) en 2015. Cette forte dégradation de la balance commerciale s'explique en grande partie par la forte augmentation des importations FAB des équipements (bateaux miniers et pièces de rechange, grues flottantes, remorqueurs, etc.), enregistrés au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2016.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est dégradé de 26,76 points de pourcentage, passant de 81,27 % en 2015 à 54,51% en 2016.

Les exportations FAB globales se sont situées à USD 2.414,35 millions (28,65 % du PIB) en 2016, contre USD 1.781,15 millions (20,37 % du PIB) en 2015, soit une augmentation de 35,55% (8,28 % du PIB). Les importations FAB se sont situées à USD 4.429,44 millions (52,56 % du PIB) en 2016 contre USD 2.191,75 millions (25,06 % du PIB) en 2015, soit une hausse de

102,10% (27,5 % du PIB), liée notamment à la forte augmentation de la valeur des équipements et des produits alimentaires, importés par les agents économiques nationaux et étrangers.

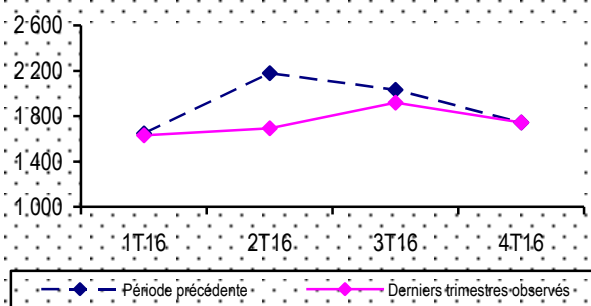
La balance des services est également déficitaire de USD 655,86 millions (7,78 % du PIB) en 2016, contre un déficit de USD 425,03 millions (4,86 % du PIB) en 2015, soit une dégradation du déficit de 54,31% (2,92 % du PIB). Cette dégradation de la balance des services résulte en grande partie de la hausse de la facture des services de transport.

En fin, le ratio (Exportations+Importations)/2PIB, dénommé taux d'ouverture de l'économie nationale vers l'extérieur, s'est accru à 22,71 % en 2015 contre 40,61 % en 2016, soit une tendance haussière de 17,9 points, grâce à un environnement minier attractif pour les investisseurs nationaux et étrangers.

### **Transport, relativement stable**

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, le trafic des mouvements d'aéronefs est resté stable à 1.743 vols par rapport au même trimestre de 2015, du fait en partie de l'impact des reports de vols sous l'effet de la marche politique organisée par l'opposition le 26 août 2016, accentué par l'arrêt des activités de Rio Tinto.

Graphique 2.1.14 : Evolution des mouvements d'aéronefs

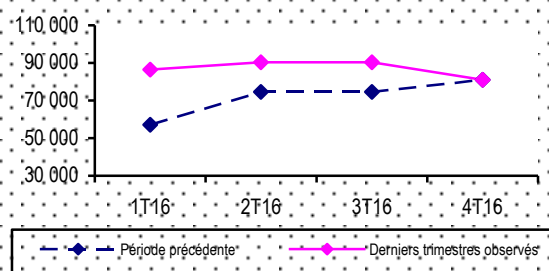


Source : MT/SOGEAC.

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, le nombre de passagers aériens est également resté stable à 80.989 passagers par rapport au même trimestre de 2015, confirmant l'impact des manifestations politiques organisées par l'opposition le 26 août 2016, aggravé par l'arrêt des activités de Rio

Tinto.

Graphique 2.1.15 : Evolution du nombre des passagers aériens



Source : MT/SOGEAC.

Sur la période, le nombre de véhicules immatriculés a été de 7.621 véhicules au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, contre 8.407 au même trimestre de 2015, soit une baisse de 9,3 % contre une hausse de 40,7 % au même moment de 2015. Ces chiffres montrent une tendance baissière de l'immatriculation des véhicules de 50 points de pourcentage, imputable à la mise en œuvre des mesures portant sur la qualité de l'état des véhicules importés.

Au second semestre 2016, les mouvements d'aéronefs, le nombre des passagers aériens et le nombre des véhicules immatriculés ont respectivement été de 3.662, 193.019 et 13.822, contre 3.774, 168.834 et 17.928 au même semestre de 2015, soit respectivement des variations de -3,0 %, +14,3 % et -22,9 %, contre +20,6 %, +47,7 % et +43,4 % au même semestre de 2015. Ces indicateurs montrent une tendance baissière en points de pourcentage de 23,6 pour les mouvements d'aéronefs, 33,4 pour les passagers aériens et de 66,3 pour les véhicules immatriculés.

En 2016, les cumuls des mouvements d'aéronefs, de passagers aériens et de véhicules immatriculés ont respectivement été de 7.009 ; 369.363 et 32.143, contre 7.600 ; 300.519 et 37.820 en 2015. En glissement annuel, ces chiffres ont respectivement varié de -7,8 % ; +22,9 % et -15,0 % en 2016, contre +17,2 % ; +9,5 % et +28,8 % en 2015, soit une tendance haussière de 13,38 points du nombre de passagers aériens, contre des tendances baissières de 24,98 points pour les mouvements d'aéronefs et de 43,78 points pour les véhicules immatriculés. Cette situation résulte entre autres de l'impact des manifestations sociopolitiques (i).



grève lancée par les Centrales syndicales pour la diminution du prix du carburant à la pompe et la revalorisation des salaires des fonctionnaires du 15 au 19 février 2016 ; ii) Ville morte du 30 au 31 mars 2016 ; iii) marche politique organisée par l'opposition, le 26 août 2016 ; et iv) arrêt des activités de Rio Tinto.

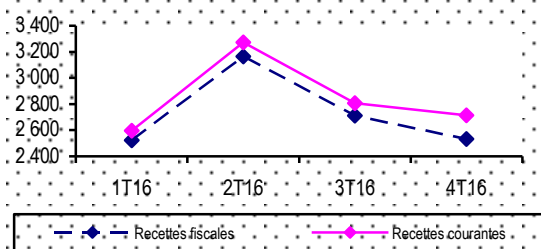
## 2.2 FINANCES PUBLIQUES, MONNAIE & CRÉDIT

En 2016, l'exécution des opérations financières de l'Etat indique une amélioration des principaux soldes budgétaires, en lien avec des efforts de mobilisation des recettes fiscales dans un contexte de maîtrise des dépenses de fonctionnement. Toutefois, le faible niveau de mobilisation des ressources extérieures n'a pas permis l'exécution de certains investissements programmés en 2016.

### 2.2.1 Recettes et dons, moins-value élevée

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, les recettes totales et dons mobilisés ont été de GNF 2.895,82 milliards contre 2.397,60 au même moment de 2015, soit une hausse de 20,8 % après une baisse de 6,8 % au 4<sup>ème</sup> trimestre de 2015.

Graphique 2.2.1 : Evolution des recettes fiscales & courantes, en Mrds GNF



Source : MB/DNB

Au même moment, les recettes fiscales se sont établies à GNF 2.532,34 milliards au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, contre 2.030,47 milliards il y a un an, soit un accroissement de 24,7 %, contre 5,6 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015. Quant aux dons, ils se sont établis à GNF 181,09 milliards au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, contre 267,38 milliards au même moment de 2015, soit une baisse de 32,3 %, contre -50,0 % il y a un an.

Au second semestre 2016, les recettes totales ont été de GNF 6.125,19 milliards contre 4.745,70 milliards au même moment de 2015, soit une hausse de 29,1 % après un recul de -0,9 % il y a un an. Sur la période, les dons mobilisés sont

passés de GNF 346,31 milliards l'an dernier à 602,82 milliards au 2<sup>ème</sup> semestre de 2016, soit une hausse 74,1 % contre -41,9 % au même moment de 2015, en raison d'une multiplication des dons non affectés par 2,36 fois par rapport au second semestre de 2015.

Quant aux recettes fiscales, elles se sont établies à GNF 5.244,26 milliards au 2<sup>ème</sup> semestre 2016, contre 4.217,43 milliards au même moment de 2015, soit une hausse de 24,3 % après +8,1 % au 2<sup>ème</sup> semestre de 2015.

À fin décembre 2016, les recettes totales se sont chiffrées à GNF 12.325,72 milliards contre 9.749,33 milliards en 2015, soit une hausse de 26,4 % contre +0,5 % il y a un an. Ce résultat s'explique par le relèvement du taux de la TVA de 18 à 20 %, les droits d'accise de 45 à 47 %, les droits d'accise sur le tabac de 15 à 17 %, les actions de renforcement du dédouanement des véhicules d'occasion, et les actions de contrôles à postériori.

En 2016, les recettes fiscales et non fiscales, se respectivement établies à GNF 10.989,82 milliards et 461,60 milliards, contre 8.579,03 et 409,39 milliards à fin décembre 2015, soit respectivement une hausse de 27,4 % et 12,8 % en 2016 contre +6,5 % et -14,4 % en 2015.

Au cours de l'année 2016, les recettes collectées au niveau du secteur non minier, se sont accrues de 30,8% à fin décembre 2016, contre 3,4 % en 2015, pour se situer à GNF 9.720,44 milliards en 2016 après 7.430,74 milliards en 2015.

Ces performances s'expliquent entre autres, par des efforts de mise en œuvre des mesures contenues dans la loi des finances 2016, à savoir :

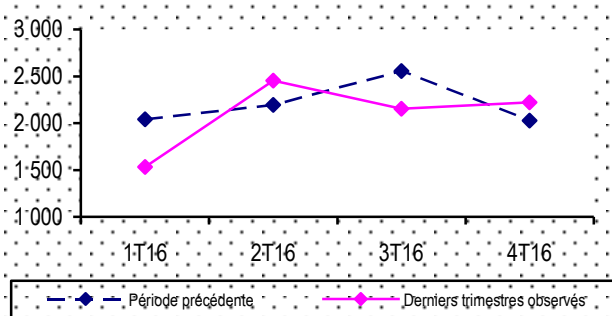
- i) relèvement du taux de TVA de 18 à 20% ;
- ii) relèvement des droits d'accise de 45 à 47% ;
- iii) augmentation des droits d'accise sur le tabac de 15 à 17% ;
- iv) mise en œuvre des actions de renforcement de dédouanement des véhicules d'occasion ; et
- v) des actions de contrôle à postériori.

### 2.2.2 Dépenses, plus contractées que prévu.



Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, les engagements des dépenses budgétaires se sont élevés à 3.058,24 milliards, contre 2.487,57 milliards au même moment de 2015, soit une hausse de 22,9 % après une contraction de -33,7 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015. Ces indicateurs montrent une tendance haussière de 56,6 points au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, grâce essentiellement à la multiplication par 3,02 fois les dépenses d'investissements sur uniquement les ressources propres.

Graphique 2.2.2 : Evolution des dépenses courantes (en-milliards GNF)



Source : MB/DNB

Au second semestre 2016, les engagements budgétaires ont atteint GNF 6.218,78 milliards contre 7.669,38 milliards au même moment de 2015, soit une baisse de 18,9 % après une hausse de 15,4 % il y a un an. Cette baisse a été aussi bien imputable aux dépenses courantes (-4,5 %) qu'aux dépenses en capital (-38,7 %).

Les dépenses courantes ont été de GNF 4.375,32 milliards au second semestre de 2016, contre 4.582,88 milliards au même moment de 2015, soit une contraction de -4,5 %, après une hausse de +4,2 % au 2<sup>ème</sup> semestre 2015. Cette tendance baissière de 8,7 points s'explique par la mise en œuvre des mesures liées à une meilleure réallocation des ressources et à une amélioration de la qualité de la dépense.

À fin décembre 2016, les engagements budgétaires se sont élevés à GNF 12.135,87 milliards contre 14.286,09 milliards en 2015, soit une contraction de -15,0 %, après une hausse de +22,3 % en 2015, imputable aux dépenses courantes (-5,2 %) qu'aux dépenses en capital (-27,9 %).

Les dépenses courantes ont été GNF 8.362,16 milliards en 2016, contre 8.818,98 milliards en

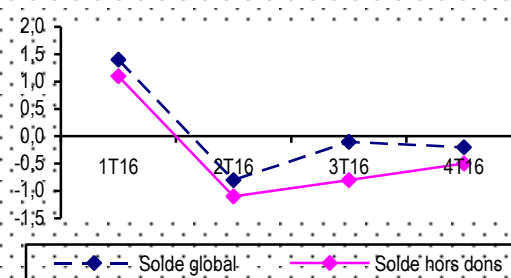
2015, soit une économie apparente de -5,2 % contre une hausse de +15,2 % à fin décembre 2015. Cette situation résulte en partie à la contraction des dépenses sur les subventions et transferts (-22,3 %), les biens et services (-9,6 %), atténuée par un accroissement sur les traitements et salaires (+7,9 %) et les intérêts dus (+5,6 %).

### 2.2.3 Solde budgétaire, moins élevé que prévu

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, les soldes primaire, global et hors dons ont respectivement été de -0,3 %, -0,2 % et -0,5 % du PIB, contre +0,2 %, -0,1 % et -0,5 % du PIB au même trimestre de 2015, imputable notamment à une faible mobilisation des ressources extérieures.

Au même moment de 2016, la capacité de financement de GNF 244,04 milliards a été couverte par le financement intérieur net de GNF 498,10 milliards et la faible mobilisation des ressources des partenaires au développement de -254,06 milliards.

Graphique 2.2.3 : Solde budgétaire avec et hors dons (%-PIB)



Source : MB/DNB

Au cours du second semestre 2016, ces soldes primaire, global et hors dons se sont respectivement établis à -0,4 %, -0,1 % et -0,9 %, contre -2,5 %, -4,5 % et -5,0 % du PIB au second semestre 2015. Cette réduction de soldes serait imputable à l'effet conjugué de la hausse de 29,1 % des recettes totales et de la baisse de 18,9 % des dépenses totales.

De même, la capacité de financement de GNF 568,40 milliards a été couverte par le financement intérieur net de GNF 883,26 milliards et la faible mobilisation des ressources des partenaires au développement de -314,86 milliards.

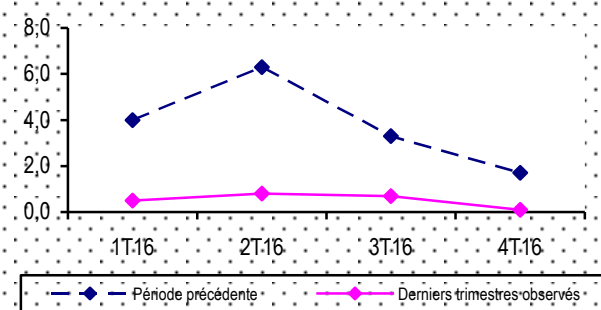
À fin décembre 2016, ces soldes primaire, global et hors dons, ont respectivement atteint +0,5 %, -0,2 % et -0,5 % du PIB.

+0,3 % et -1,0 % du PIB, contre -4,0 %, -6,9 % et -8,1 % en 2015. Cette amélioration de soldes résulte essentiellement de la hausse de 26,4 % des recettes totales, atténuée par la baisse de 15,1 % des dépenses totales.

En décembre 2016, la capacité de financement de GNF 17,82 milliards a été couverte par le financement intérieur net de GNF 517,99 milliards et la faible mobilisation des ressources des partenaires au développement de -500,17 milliards.

### 2.2.4 Service de la dette publique, contracté

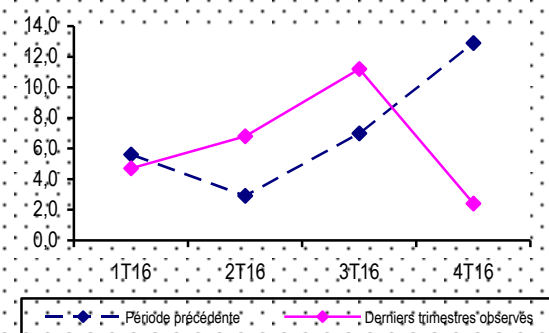
Graphique 2.2.4 : Service de la dette extérieure (en % export.)



Source : MB/DNB

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, les paiements des services de dettes publiques extérieure et intérieure ont respectivement ralenti à 0,1 % des exportations et 2,4 % des recettes fiscales contre 1,7 % et 12,9 % au même trimestre de 2015.

Graphique 2.2.5 : Service de la dette intérieure (en % Recettes fiscales)



Source : MB/DNB

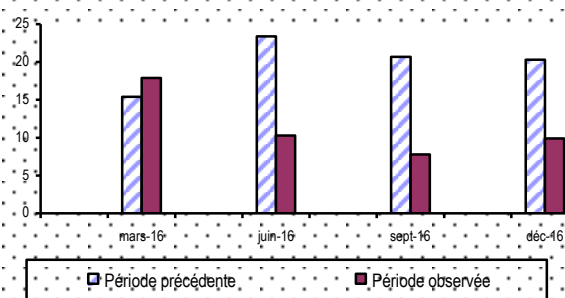
Au cours du second semestre 2016, les différents paiements ont respectivement été de 0,3 % d'exportations et 6,9 % de recettes fiscales contre 2,0 % et 9,8 % à la même période de 2015. À fin décembre 2016, ces paiements ont respectivement ralenti à 0,4 % des exportations

et 6,4 % des recettes fiscales contre 2,8 % et 6,9 % en 2015.

### 2.2.5 Situation monétaire, performante

La mise en œuvre de la politique monétaire en 2016 a été notamment marquée par l'introduction de nouveaux instruments tels que les facilités de paiements, le relèvement du taux directeur et le réaménagement de la base de calcul des réserves obligatoires en vue de contenir la pression du niveau général des prix.

Graphique 2.2.6 : Masse monétaire en glissement annuel (%)

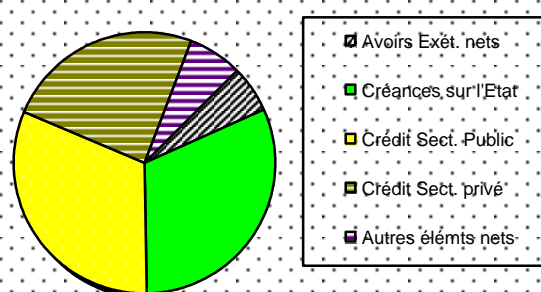


Source : BCRG/DGES

En effet, la Banque centrale a introduit le guichet d'injection de liquidité par appel d'offres et la pension au jour le jour. Le taux directeur a été relevé en avril 2016 à 12,5 % contre 11,0 % auparavant ; tandis que le taux des réserves obligatoires a été maintenu à 18,0 % au cours de l'année 2016.

En décembre 2016, la masse monétaire a été de GNF 19.394,61 milliards (25,9 % du PIB) contre 17.644,34 milliards (26,9 % du PIB) en 2015, soit une hausse de 9,9 % après 20,3 % il y a un an.

Graphique 2.2.7 : Contreparties de la Masse



Source : BCRG/DGES

Cette évolution résulte essentiellement d'un renforcement à hauteur de 74,3 % des avoirs

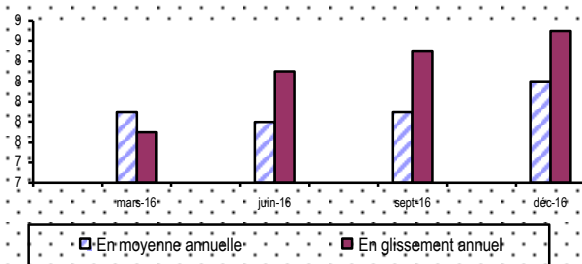
extérieurs nets, contre une baisse de 47,8 % en décembre 2015, du fait en partie de l'impact de la mise en œuvre des mesures incitatives prises par le Gouvernement pour favoriser le rapatriement des recettes d'exportation des matières précieuses, notamment l'or et le diamant.

Le crédit à l'économie s'est inscrit à GNF 8.125,97 milliards (10,8 % du PIB) en décembre 2016 contre 7.583,37 milliards (11,6 % du PIB) en 2015, soit une hausse modérée à 7,2 % contre +27,1 % l'année précédente, indiquant un ralentissement d'environ 0,72 points, du taux de financement de l'économie.

Par composante, la monnaie scripturale représente 50,2 % de la masse monétaire, la monnaie fiduciaire 28,9 %, et la quasi-monnaie 20,9 % en décembre 2016, contre respectivement 51,3 %, 29,4 % et 19,3 % au même mois de 2015.

## 2.2.6 Inflation, en deçà de 10 %.

Graphique 2.2.8 : IHPC – Evolution de l'inflation (en %)



Source : MPC/INS

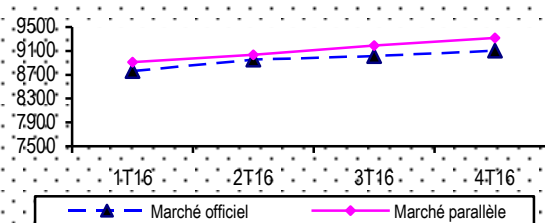
Par rapport à décembre 2015, le niveau de l'inflation en moyenne annuelle s'est stabilisé à 8,2 % en décembre 2016, grâce aux efforts de gestion macroéconomique, soutenus par un programme d'appui à la sécurité alimentaire.

En revanche, l'inflation en glissement annuel s'est accrue à 8,6 % en décembre 2016, contre 7,3 % il y a un an, soit une tendance haussière de 1,3 point, imputable à l'accélération de l'indice « des prix des produits alimentaires, boissons et tabac » à 12,3 % en décembre 2016, contre 9,3 % il y a un an, marquée par une dépréciation du franc guinéen face respectivement au dollar américain et à l'euro de 16,0 % et 16,2 % ; situation préoccupante.

## 2.2.7 Taux de change, relativement stable

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, les taux moyens du dollar américain valaient respectivement à GNF 9.103 au marché officiel, contre GNF 9.318 au marché parallèle, après respectivement GNF 8.764 et GNF 8.913 au même trimestre de 2015. Ces taux indiquent une appréciation de 3,9 % du dollar américain au marché officiel et de 4,5 % au marché parallèle, contre respectivement 20,1 % et 18,5 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015. La prime de change entre les marchés officiel et parallèle accroitait de 2,4 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016 contre 1,7 % au même trimestre de 2015.

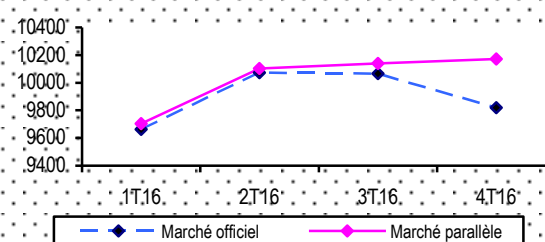
Graphique 2.2.9 : Evolution du taux de change (1 USD = n GNF)



Source : BCRG/DGES

Inversement, le franc guinéen face au dollar américain s'est déprécié à 14,8 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, contre 8,8 % au même moment de 2015. Cette situation explique en partie, l'augmentation des prix des produits de première nécessité sur le marché domestique.

Graphique 2.2.10 : Evolution du taux de change (1 € = n GNF)



Source : BCRG/DGES

Au cours du second semestre de 2016, les taux moyens du dollar américain face au franc guinéen se sont établis à GNF 9.060 au marché officiel et GNF 9.255 au marché parallèle, contre respectivement GNF 8.261 et GNF 8.799 il y a un an.

Ces différents taux montrent une appréciation du dollar américain face au franc guinéen de 9,7 % au marché officiel et de 5,2 % au marché parallèle au second semestre de 2016, contre

respectivement 15,0 % et 18,2 % au même moment de 2015.

La prime de change entre les marchés officiel et parallèle a été de 2,2 % au second semestre 2016, contre 6,5 % au même moment de 2015. En revanche, le franc guinéen face au dollar américain s'est déprécié de 15,1 % au second semestre 2016, après 8,6 % à la même période de 2015.

Au cours de l'année 2016, le dollar américain face au franc guinéen, s'est négocié à GNF 8.959 au marché officiel et GNF 9.114 au marché parallèle, contre GNF 7.894 et GNF 8.382 au cours l'année précédente. Ces chiffres montrent une appréciation du dollar américain de 13,5 % au marché officiel et de 8,7 % au marché parallèle en 2016, contre respectivement 11,4 % et 14,9 % à fin décembre 2015.

En 2016, la prime de change entre les marchés officiel et parallèle a atteint 1,7 % contre 6,2 % en 2015. En revanche, le franc guinéen face au dollar américain s'est déprécié de 16,0 % à fin décembre 2016 contre 6,7 % au même moment de 2015.

### **2.2.8 Indicateurs de performance budgétaires**

Au titre de suivi évaluation des indicateurs du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC), et , grâce à une gestion prudente du budget de l'État, les résultats à fin décembre 2016 ont été exécutés à hauteur de : i) 13,0 % du PIB, contre une prévision de 12,9 % pour le compte des recettes hors secteur minier ; ii) les dépenses courantes hors paiements d'intérêts ont été conformes aux prévisions, soit 10,2 % du PIB ; et iii) l'exécution de la masse salariale de l'État a été moins élevée que prévu, soit 3,9 % du PIB contre une prévision de 4,3 % du PIB à fin décembre 2016.

Et sur la base des critères de performance, les réalisations sont moins élevées que prévu à fin décembre 2016, à savoir : a) le solde primaire a été excédentaire à +0,5 % du PIB, contre un objectif de +1,3 % du PIB à fin décembre 2016 ; b) la base monétaire a légèrement dépassé les

critères, soit 13,5 % du PIB contre un objectif de 13,4 % en décembre 2016 ; c) les avoirs intérieurs nets de la Banque Centrale de la République de Guinée, ont moins que prévu, soit 10,1 % du PIB contre un objectif de 10,5 % en décembre 2016; et d) les réserves internationales nettes, ont été de 4,0 % du PIB contre une prévision de 4,5 % du PIB à fin décembre 2016.

A fin décembre 2016, la Guinée a respecté quatre (4) critères de convergence de premier rang. En effet, le pays a respecté tous les critères de convergence de premier rang sauf celui relatif aux réserves brutes de change.

Le non respect de ce critère en dépit d'une forte amélioration des réserves brutes de change découle de l'accroissement fulgurant des importations de biens d'équipement au compte des sociétés qui sont financées par des investissements directs étrangers. Au niveau des critères de second rang, le pays a respecté la norme relative à la dette publique, alors que la stabilité du taux de change n'a pas été assurée.

Globalement, le niveau de performance s'est nettement amélioré par rapport à l'année précédente où le pays n'avait respecté que trois critères dont un seul de premier rang à savoir celui relatif à l'inflation.

## **2.3 PERSPECTIVES BUDGETAIRES POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 2017**

Au plan budgétaire, les perspectives pour le premier trimestre de 2017 devraient s'améliorer par rapport au trimestre précédent, en raison d'un regain d'activité post-Ébola.

### **2.3.1 Recettes et dons, en hausse**

Au premier trimestre 2017, les recettes totales devraient augmenter à 8,7 % du PIB dont 6,3 % pour les recettes fiscales, 1,6 % pour les dons et 0,8 % pour les recettes non fiscales, du fait en partie d'une reprise d'activité économique.

### **2.3.2 Dépenses totales, sous pression**

Sur la période, le niveau d'exécution des dépenses totales augmenterait de 9,4 % du PIB, du fait en partie d'une relance des travaux



d'intérêt public et privé, en lien avec l'accroissement significatif des dépenses de santé et de l'éducation.

### **2.3.3 Solde budgétaire, plus élevé que prévu**

Le solde global, base caisse après ajustement serait de -0,5 % du PIB, avec un niveau de financement de -1,2 % en ressources extérieures nettes contre 1,7 % en financement intérieur net.

Pour y parvenir, il est plus que nécessaire de poursuivre les efforts de mobilisation des recettes courantes, combinés à l'exécution des dépenses suivant l'approche base caisse et/ou base prise en charge comptable.

## **2.4 MESURES DE POLITIQUE BUDGÉTAIRE**

On recommande principalement de :

- i) poursuivre les efforts de la contractualisation des principales régies de recettes ;
- ii) assurer l'interdiction de toutes les exonérations ad hoc et renforcer le contrôle des exonérations conventionnelles ;
- iii) mobiliser les avoirs extérieurs nets à un niveau convenable, hors concours extérieurs ;
- iv) poursuivre l'exécution du budget sur la base caisse assortie de plans de trésorerie mensuels ;
- v) traiter la totalité des dépenses publiques par le biais du système informatisé de la chaîne des dépenses, sauf dans des cas exceptionnels, exiger la régularisation des dépenses d'urgence payées par régies d'avance dans les délais prévus. Les montants non régularisés dans les délais impartis ne devront en aucun cas être supérieurs à 3 % des dépenses totales du mois courant ;
- vi) améliorer le recouvrement des recettes non fiscales par l'élaboration des règles simples de progression à respecter pour poursuivre le respect scrupuleux du principe de l'unicité des comptes du Trésor, avec la fermeture des comptes spéciaux et le transfert des soldes créditeurs sur les comptes principaux du Trésor non fiscales.

# ANNEXES

## RECAPITULATIF DES PRINCIPAUX SIGLES EMPLOYES

ACG	Compagnie d'alumine de Guinée (ex-Friguia)
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
ARE'DOR	Association pour la recherche et l'exploitation du diamant et de l'or
SAG	Société Aurifère de Guinée
BAD	Banque Africaine de Développement
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
BND	Budget National de Développement
BONAGUI	Boissons non alcoolisées de Guinée
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CADAC	Centre d'Administration Automobile de Conakry
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
CBK	Compagnie des Bauxites de Kindia (ex-SBK)
CTSCM	Cellule Technique de Suivi de la Conjoncture Macroéconomique
DTI	Droits et Taxes à l'Importation
DNEEP	Direction Nationale des Études Économiques & de la Prévision
DNB	Direction Nationale du Budget
DNI	Direction Nationale des Impôts
DGD	Direction Générale des Douanes
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
EDG	Electricité de Guinée
Euro ou €	Monnaie commune de la zone euro (depuis janvier 2002)
FBCF	Formation brute de capital fixe
FG ou GNF	Franc guinéen
GBP ou £	Livre anglaise
IDA	Association internationale de développement
INS	Institut National de la Statistique
JPY ou ¥	Yen japonais
MA	Ministère de l'Agriculture
MC	Ministère du Commerce
MMG	Ministère des Mines et de la Géologie
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MDB	Ministère Délégué au Budget
ND	Non disponible
OIC	Organisation Internationale du café
PAC	Port Autonome de Conakry
PIB	Produit intérieur brut
PIP	Programme d'investissements publics
SEG	Société des Eaux de Guinée
ANSA	Agence Nationale des statistiques agricoles
SOBRAGUI	Société des brasseries de Guinée
TSPP	Taxe spécifique sur les produits pétroliers
USD ou \$EU	Dollár américain

### PRINCIPAUX TABLEAUX JOINTS EN ANNEXE

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL :
  - 1.1 Evolution des taux de change de l'Euro
  - 1.2 Evolution des cours des produits de base
2. AU PLAN NATIONAL :
  - 2.1.1 Evolution de la production agricole
  - 2.1.2 Evolution de la production animale
  - 2.1.3 Evolution de la production minière et de la pêche industrielle
  - 2.1.4 Evolution de la production alimentaire
  - 2.1.5 Evolution de la production énergétique
  - 2.1.6 Evolution de la production de ciment et de peinture
  - 2.1.7 Evolution de la balance commerciale
  - 2.1.7 Evolution de la balance commerciale
  - 2.1.8 Evolution des activités portuaires et aéroportuaires
  - 2.2.1 Tableau des Opérations Financières de l'Etat
  - 2.2.2 Evolution du service de la dette publique
  - 2.3.1 Situation Monétaire Intégrée
  - 2.3.2 Evolution des taux de change du GNF
  - 2.3.3 Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
  - 2.3.4 Evolution des prix de quelques produits alimentaires
  - 2.3.5 Evolution des taux d'intérêt
  - 2.3.6 Evolution des critères et repères quantitatifs
  - 2.4.1 Ressources et emplois du PIB

## I ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL, PEU FAVORABLE

Tableau 1.1 : Taux de change de l'euro

Trimestre/Année	€ / USD	€ / YPY	€ / £
<b>2015</b>			
1T15	1,110	132,027	0,735
2T15	1,112	135,407	0,719
<b>Moy. 1<sup>er</sup> Semestre 2015</b>	<b>1,111</b>	<b>133,717</b>	<b>0,727</b>
3T15	1,112	135,700	0,723
<b>Moy. 1T15-3T15</b>	<b>1,112</b>	<b>134,378</b>	<b>0,762</b>
4T15	1,083	131,390	0,719
<b>Moy. 2<sup>ème</sup> semestre</b>	<b>1,097</b>	<b>133,545</b>	<b>0,721</b>
<b>Moy. annuelle 2015</b>	<b>1,104</b>	<b>133,631</b>	<b>0,724</b>
<b>2016</b>			
1T16	1,106	127,763	0,780
2T16	1,122	120,073	0,790
<b>Moy. 1<sup>er</sup> Semestre 2016</b>	<b>1,114</b>	<b>123,918</b>	<b>0,785</b>
3T16	1,114	114,310	0,851
<b>Moy. 1T16-3T16</b>	<b>1,114</b>	<b>120,716</b>	<b>0,807</b>
4T16	1,071	119,610	0,870
<b>Moy. 2<sup>ème</sup> semestre</b>	<b>1,092</b>	<b>116,960</b>	<b>0,860</b>
<b>Moy. annuelle 2016</b>	<b>1,103</b>	<b>120,439</b>	<b>0,823</b>

Tableau 1.2 : Coûts des matières premières

Trimestre/Année	Alu (\$/t)	Or (\$/once)	Café (\$/t)	Pétrole (\$/brl)
<b>2015</b>				
1T15	1 806,54	1 218,84	3 901,50	53,93
2T15	1 770,08	1 185,13	3 550,17	62,10
<b>Moy. 1<sup>er</sup> Semestre 2015</b>	<b>1 788,31</b>	<b>1 201,99</b>	<b>3 725,83</b>	<b>58,02</b>
3T15	1 592,67	1 123,61	3 372,43	50,03
<b>Moy. 1T15-3T15</b>	<b>1 723,09</b>	<b>1 175,86</b>	<b>3 608,03</b>	<b>55,36</b>
4T15	1 498,89	1 100,46	3 256,91	42,81
<b>Moy. 2<sup>ème</sup> semestre</b>	<b>1 545,78</b>	<b>1 112,03</b>	<b>3 314,67</b>	<b>46,42</b>
<b>Moy. annuelle 2015</b>	<b>1 667,04</b>	<b>1 157,01</b>	<b>3 520,25</b>	<b>52,22</b>
<b>2016</b>				
1T16	1 514,30	1 181,00	3 310,00	34,37
2T16	1 572,00	1 259,67	3 490,00	45,97
<b>Moy. 1<sup>er</sup> Semestre 2016</b>	<b>1 543,17</b>	<b>1 220,33</b>	<b>3 400,00</b>	<b>40,17</b>
3T16	1 620,67	1 334,67	3 790,00	45,80
<b>Moy. 1T16-3T16</b>	<b>1 569,00</b>	<b>1 258,44</b>	<b>3 530,00</b>	<b>42,04</b>
4T16	1 710,33	1 220,67	3 841,33	50,07
<b>Moy. 2<sup>ème</sup> semestre</b>	<b>1 665,50</b>	<b>1 277,67</b>	<b>3 815,67</b>	<b>47,93</b>
<b>Moy. annuelle 2016</b>	<b>1 604,33</b>	<b>1 249,00</b>	<b>3 607,83</b>	<b>44,05</b>

Sources: BCRG, Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

## II AU PLAN NATIONAL

### 2.1 SECTEUR RÉEL, PEU DIVERSIFIÉ

Tableau 2.1.1 : Évolution de la production agricole (en milliers de tonnes)

Produits	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016 <sup>e</sup>	2016/2017 <sup>p</sup>
Riz paddy	1 499	1 614	1 793	1 919	2 053	1 970	2 099	2 227
Maïs	565	584	611	641	672	698	700	757
Fonio	345	384	409	429	461	473	477	525
Manioc	1 051	1 062	1 113	1 165	1 219	1 427	1 417	1 591
Arachide	300	332	353	358	363	422	415	569
Café	66	71	72	75	78	79	82	84
Cacao	22	26	27	28	29	30	32	35
Coton	0	0	1/2	1	1,14	1,20	1,25	2,85

Source : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA); (e) = estimation et (p) = projection.

Tableau 2.1.2 : Évolution de la production animale (en milliers de têtes)

Produits	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 <sup>(e)</sup>	2016 <sup>(p)</sup>
Bovins	4 528	4 776	5 390	5 459	5 530	5 608	5 701	5 715
Ovins	1 461	1 559	1 603	1 838	1 865	1 879	1 880	1 825
Caprins	1 742	1 859	1 680	2 199	2 250	2 273	2 298	1 856
Porcin	75	78	85	105	106	108	110	115

Source : Direction Nationale de l'Élevage, Service des statistiques; (e) = estimation et (p) = projection.



Tableau 2.1.3 : Évolution de la production minière et exportations du poisson de la pêche industrielle

Trimestre/Année	Poisson en 000 t	Bauxite (en milliers de tonnes)			Or 000 z	Diamant 000 c
		CBG	CBK	TOTAL		
<b>2015</b>						
4T15	2,74	4 225,36	934,26	5 159,59	192,82	36,32
<b>Cumul, 2ème semestre 2015</b>	<b>5,18</b>	<b>8 607,48</b>	<b>1 838,72</b>	<b>10 446,21</b>	<b>339,51</b>	<b>61,10</b>
<b>Cumul annuel, 2015</b>	<b>15,56</b>	<b>16 143,94</b>	<b>3 264,81</b>	<b>19 408,75</b>	<b>689,89</b>	<b>162,12</b>
<b>2016</b>						
1T16	3,24	5 994,66	924,78	6 919,44	242,10	45,77
2T16	2,94	5 963,41	927,65	6 891,06	325,93	35,22
<b>Cumul, 1er Semestre 2016</b>	<b>6,18</b>	<b>11 958,08</b>	<b>1 852,43</b>	<b>13 810,50</b>	<b>568,03</b>	<b>80,99</b>
3T16	3,85	6 277,11	943,52	7 220,63	194,16	13,81
<b>1T16-3T16</b>	<b>10,03</b>	<b>18 235,18</b>	<b>2 795,95</b>	<b>21 031,13</b>	<b>762,19</b>	<b>94,80</b>
4T16	10,01	5 433,42	804,73	6 238,14	223,56	12,22
<b>Cumul, 2ème semestre 2016</b>	<b>13,86</b>	<b>11 710,53</b>	<b>1 748,25</b>	<b>13 458,77</b>	<b>417,72</b>	<b>26,03</b>
<b>Cumul annuel, 2016</b>	<b>20,03</b>	<b>20 668,60</b>	<b>3 600,68</b>	<b>27 269,28</b>	<b>985,75</b>	<b>107,02</b>

Sources : Ministère de la pêche et de l'Aquaculture, MMG/DGEP et BCRG

Tableau 2.1.4 : Évolution de la production alimentaire

Trimestre/Année	Bière 000 hl	Boisson sucrée (en milliers d'hectolitres)			Huile de palme 000 t
		SOBRAGUI	BONAGUI	TOTAL	
<b>2015</b>					
4T15	56 031	23 357	36 562	59 919	2,39
<b>Cumul du 2ème semestre</b>	<b>96 257</b>	<b>44 543</b>	<b>73 979</b>	<b>114 650</b>	<b>3,92</b>
<b>Cumul annuel 2015</b>	<b>166 946</b>	<b>76 891</b>	<b>155 847</b>	<b>232 738</b>	<b>9,52</b>
<b>2016</b>					
1T16	55 912	25 181	39 954	65 135	1,70
2T16	55 723	31 904	41 370	73 274	0,02
<b>Cumul, 1er Semestre 2016</b>	<b>111 635</b>	<b>57 085</b>	<b>81 324</b>	<b>138 409</b>	<b>1,72</b>
3T16	54 901	20 217	41 147	61 364	1,96
<b>1T16-3T16</b>	<b>166 536</b>	<b>77 302</b>	<b>122 472</b>	<b>199 773</b>	<b>3,68</b>
4T16	60 645	23 864	50 989	74 853	0,03
<b>Cumul du 2ème semestre</b>	<b>115 546</b>	<b>44 081</b>	<b>97 283</b>	<b>141 364</b>	<b>1,99</b>
<b>Cumul annuel 2016</b>	<b>227 181</b>	<b>101 166</b>	<b>178 607</b>	<b>279 773</b>	<b>3,70</b>

Sources : GMG, BONAGUI, SOBRAGUI et SOGUIPAH

Tableau 2.1.5 : Évolution de la production énergétique

Trimestre/Année	Electricité MWH	Gaz (en 000 m³)				Eau 000 m³
		oxygène	Acétylène	Azote	TOTAL	
<b>2015</b>						
<b>1T15-3T15</b>	<b>722 383</b>	<b>60,39</b>	<b>12,02</b>	<b>7,05</b>	<b>79,46</b>	<b>45 652 642</b>
4T15	385 257	19,83	4,01	1,99	25,84	15 320 473
<b>Cumul du 2ème semestre</b>	<b>718 729</b>	<b>37,26</b>	<b>7,16</b>	<b>4,05</b>	<b>48,46</b>	<b>31 752 241</b>
<b>Cumul annuel 2015</b>	<b>1 107 739</b>	<b>80,23</b>	<b>16,03</b>	<b>9,04</b>	<b>105,30</b>	<b>61 973 115</b>
<b>2016</b>						
1T16	384 787	24,17	4,98	2,48	31,63	15 577 313
2T16	370 807	23,28	4,97	2,41	30,66	15 160 414
<b>Cumul, 1er Semestre 2016</b>	<b>755 594</b>	<b>47,45</b>	<b>9,95</b>	<b>4,89</b>	<b>62,29</b>	<b>30 737 727</b>
3T16	481 957	24,19	4,86	2,35	31,40	16 666 358
<b>1T16-3T16</b>	<b>1 237 552</b>	<b>60,39</b>	<b>14,81</b>	<b>7,24</b>	<b>93,69</b>	<b>47 404 085</b>
4T16	428 837	22,91	2,89	2,24	28,04	16 631 809
<b>Cumul du 2ème semestre</b>	<b>910 794</b>	<b>47,10</b>	<b>7,75</b>	<b>4,59</b>	<b>59,44</b>	<b>32 978 813</b>
<b>Cumul annuel 2016</b>	<b>1 666 771</b>	<b>94,55</b>	<b>17,70</b>	<b>9,48</b>	<b>121,73</b>	<b>63 716 540</b>

Sources : EDG, SEG et (SOGEDI, EDIGAZ, SOPROX, EUROGUIGAZ, XINHE AFRIC)

Tableau 2.1.6 : Évolution de la production de ciment et peinture, dynamique

Trimestre/Année	Ciment 000 t	Peinture de TOPAZ (en milliers de tonnes)		
		"FOM"	"HUILE"	TOTAL
<b>2015</b>				
4T15	242,22	1 881,39	354,13	2 235,52
<b>Cumul du 2ème semestre</b>	<b>447,30</b>	<b>3 682,34</b>	<b>600,87</b>	<b>4 283,20</b>
<b>Cumul annuel 2015</b>	<b>825,64</b>	<b>8 306,68</b>	<b>1 099,36</b>	<b>9 406,04</b>
<b>2016</b>				
1T16	343,54	2 573,60	356,98	2 930,59
2T16	337,16	2 541,76	343,74	4 15,33
<b>Cumul, 1<sup>er</sup> Semestre 2016</b>	<b>680,70</b>	<b>5 115,36</b>	<b>700,72</b>	<b>5 816,09</b>
3T16	262,01	2 164,95	324,64	2 489,59
<b>1T16-3T16</b>	<b>942,71</b>	<b>7 280,32</b>	<b>1 025,36</b>	<b>8 305,68</b>
4T16	312,07	2 687,57	378,42	3 065,99
<b>Cumul du 2ème semestre</b>	<b>574,08</b>	<b>4 852,52</b>	<b>703,06</b>	<b>5 555,58</b>
<b>Cumul annuel 2016</b>	<b>1 254,78</b>	<b>9 967,89</b>	<b>1 403,78</b>	<b>11 371,67</b>

Sources : TOPAZ, Ciments de Guinée, Guinéenne Industrie, SIMAF, SONOCO ; Diamont Ciment

Tableau 2.1.7 : Évolution de la balance commerciale estimée par la Douane (en milliards GNF)

Trimestre/Année	Exportations	Importations	Solde	Taux de couverture
<b>2015</b>				
<b>1T15-3T15</b>	<b>6 708,79</b>	<b>13 214,26</b>	<b>-6 505,29</b>	<b>50,8%</b>
4T15	10 792,83	3 972,72	6 820,11	271,7%
<b>Cumul du 2ème semestre</b>	<b>12 873,67</b>	<b>8 466,78</b>	<b>4 406,90</b>	<b>152,0%</b>
<b>Cumul annuel 2015</b>	<b>17 501,81</b>	<b>17 187,00</b>	<b>314,82</b>	<b>101,8%</b>
<b>2016</b>				
1T16	20 964,59	4 124,55	16 840,04	508,29%
2T16	31 368,01	7 275,34	24 092,67	431,2%
<b>Cumul, 1<sup>er</sup> Semestre 2016</b>	<b>52 332,60</b>	<b>11 399,89</b>	<b>40 932,71</b>	<b>459,1%</b>
3T16	27 740,06	4 882,10	22 857,96	568,2%
<b>1T16-3T16</b>	<b>80 072,66</b>	<b>16 281,99</b>	<b>63 790,67</b>	<b>491,8%</b>
4T16	67 511,20	23 666,83	43 844,37	285,3%
<b>Cumul du 2ème semestre</b>	<b>95 251,26</b>	<b>28 548,93</b>	<b>66 702,34</b>	<b>333,6%</b>
<b>Cumul annuel 2016</b>	<b>147 583,86</b>	<b>39 948,82</b>	<b>107 635,04</b>	<b>369,4%</b>

Sources : Eurotrace / INS, Sydonia + + / DGD

Tableau 2.1.8 : Évolution des activités portuaires et aéroportuaires

Trimestre/Année	Mouvements Aéronefs	Passagers Aériens	Débarquements ( 000 t )		Véhicule Immatriculé
			Ciment	Riz	
<b>2015</b>					
4T15	1 743	80 997	0,23	79,88	8 407
<b>Cumul du 2ème semestre</b>	<b>3 774</b>	<b>168 834</b>	<b>0,62</b>	<b>306,79</b>	<b>17 228</b>
<b>Cumul annuel 2015</b>	<b>7 600</b>	<b>300 519</b>	<b>3,11</b>	<b>544,23</b>	<b>37 820</b>
<b>2016</b>					
1T16	1 631	86 453	0,83	63,61	10 186
2T16	1 692	90 302	9,27	131,76	8 135
<b>Cumul, 1<sup>er</sup> Semestre 2016</b>	<b>3 323</b>	<b>176 755</b>	<b>10,10</b>	<b>195,37</b>	<b>18 321</b>
3T16	1 919	112 030	0,26	247,23	6 201
<b>1T16-3T16</b>	<b>5 266</b>	<b>288 374</b>	<b>10,37</b>	<b>442,60</b>	<b>24 522</b>
4T16	1 743	80 989	1,42	132,95	7 621
<b>Cumul du 2ème semestre</b>	<b>3 662</b>	<b>193 019</b>	<b>1,68</b>	<b>380,18</b>	<b>13 822</b>
<b>Cumul annuel 2016</b>	<b>7 009</b>	<b>369 363</b>	<b>11,79</b>	<b>575,56</b>	<b>32 143</b>

Sources : SOGEAC, PAC et CADAC

## 2.2. FINANCES PUBLIQUES, MOINS QUE PREVU

Tableau 2.2.1 : Évolution des Opérations Financières de l'État (en milliards GNF)

T O F E	1T16		2T16		1er Semestre 2016		3T16		4T16		2ème Semestre 2016		Cumul 2016		1T17	
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.
<b>RECETTES ET DONNS</b>	<b>3 597,04</b>	<b>2 746,03</b>	<b>3 919,00</b>	<b>3 454,50</b>	<b>7 516,04</b>	<b>6 200,53</b>	<b>3 061,58</b>	<b>3 229,37</b>	<b>3 257,51</b>	<b>2 895,82</b>	<b>6 319,09</b>	<b>6 125,19</b>	<b>13 835,13</b>	<b>12 325,72</b>	<b>3 505,43</b>	<b>2 971,41</b>
<b>Récesses courantes</b>	<b>2 798,26</b>	<b>2 597,30</b>	<b>3 057,96</b>	<b>3 271,75</b>	<b>5 856,22</b>	<b>5 869,05</b>	<b>2 874,90</b>	<b>2 807,64</b>	<b>2 795,55</b>	<b>2 714,73</b>	<b>5 670,45</b>	<b>5 522,37</b>	<b>11 526,67</b>	<b>11 391,42</b>	<b>3 572,07</b>	<b>2 745,24</b>
Secteur minier	465,91	478,92	499,09	447,42	965,00	926,34	419,67	399,41	416,26	345,23	835,93	744,64	1 800,93	1 670,98	548,10	376,08
Secteur non minier	2 332,35	2 118,38	2 560,64	2 824,33	4 892,99	4 942,71	2 455,23	2 408,23	2 379,29	2 369,50	4 834,52	4 777,73	9 727,51	9 720,44	3 023,97	2 369,16
Contributions directes	414,86	294,19	423,90	747,35	838,76	1 041,54	391,66	489,68	442,24	358,34	833,90	848,02	1 672,66	1 889,56	547,72	467,56
Biens et Services	1 170,76	1 318,12	1 394,09	1 432,42	2 564,85	2 750,64	1 346,69	1 282,64	1 258,03	1 309,32	2 604,72	2 591,96	5 169,57	5 342,50	1 763,56	1 118,94
dont TSP	192,66	382,42	192,66	275,48	385,32	657,90	192,66	159,18	192,66	148,08	385,32	307,26	770,64	965,16	401,99	115,87
Commerce International	516,56	430,43	598,86	536,71	1 115,42	967,14	573,66	540,19	563,46	519,45	1 137,12	1 059,64	2 252,54	2 026,78	601,59	605,30
Recettes non fiscales	230,17	75,64	143,79	107,85	373,96	183,49	143,22	95,72	115,56	182,39	258,78	278,11	632,74	461,60	111,10	177,36
<b>Dons et Emprunts</b>	<b>798,78</b>	<b>148,73</b>	<b>806,50</b>	<b>182,75</b>	<b>1 605,28</b>	<b>331,48</b>	<b>186,68</b>	<b>421,73</b>	<b>461,96</b>	<b>181,09</b>	<b>648,64</b>	<b>602,82</b>	<b>2 253,92</b>	<b>934,30</b>	<b>-66,64</b>	<b>226,17</b>
Dons affectés	376,68	20,53	514,61	49,87	891,29	70,40	186,68	21,40	26,58	0,00	213,26	21,40	1 104,55	91,80	0,00	148,73
Dons non affectés	422,10	115,88	291,89	105,00	713,99	220,88	0,00	351,58	103,33	169,35	103,33	520,93	817,32	741,81	-66,64	66,64
Allègement CdP PPTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions Fonds fiduciaire PPTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>DEPENSES TOTALES</b>	<b>2 897,49</b>	<b>1 990,08</b>	<b>4 460,26</b>	<b>3 927,03</b>	<b>7 357,75</b>	<b>5 917,09</b>	<b>3 328,62</b>	<b>3 160,54</b>	<b>3 407,11</b>	<b>3 058,24</b>	<b>6 735,73</b>	<b>6 218,78</b>	<b>14 093,48</b>	<b>12 135,87</b>	<b>3 110,07</b>	<b>2 818,97</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>1 854,94</b>	<b>1 532,32</b>	<b>2 658,03</b>	<b>2 454,52</b>	<b>4 512,97</b>	<b>3 986,84</b>	<b>1 893,38</b>	<b>2 152,14</b>	<b>2 293,61</b>	<b>2 223,18</b>	<b>4 186,99</b>	<b>4 375,32</b>	<b>8 699,96</b>	<b>8 362,16</b>	<b>2 633,50</b>	<b>2 340,31</b>
Traitements et Salaires	694,26	709,51	758,05	741,85	1 452,31	1 451,36	901,42	696,90	844,37	788,64	1 745,79	1 485,54	3 198,10	2 936,90	1 031,95	771,17
dont PPTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres biens et services	661,26	424,25	843,42	688,98	1 504,68	1 113,23	524,38	680,39	804,29	782,58	1 328,67	1 462,97	2 883,35	2 576,20	691,47	563,02
dont PPTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions et transferts	131,78	228,60	1 195,44	756,10	1 327,22	984,70	218,57	551,36	450,11	586,32	668,68	1 117,68	1 995,90	2 102,38	569,34	815,22
dont PPTE yz zones sinistrées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Intérêts dus	367,64	169,96	232,51	267,59	600,15	437,55	249,01	223,49	194,84	85,64	443,85	309,13	1 044,00	746,68	340,75	190,90
Intérêts dette extérieure	101,79	51,36	31,54	54,38	133,33	105,74	83,17	104,28	29,00	25,66	112,17	129,94	245,50	235,68	176,55	66,57
Intérêts dette intérieure	265,85	118,60	200,97	213,21	466,82	331,81	165,84	119,21	165,84	59,98	331,68	179,19	798,50	511,00	164,20	124,34
<b>Dépenses en capital</b>	<b>1 026,54</b>	<b>414,44</b>	<b>1 785,78</b>	<b>1 440,51</b>	<b>2 812,32</b>	<b>1 854,95</b>	<b>1 086,99</b>	<b>955,27</b>	<b>1 101,46</b>	<b>788,62</b>	<b>2 188,45</b>	<b>1 743,89</b>	<b>5 008,77</b>	<b>3 598,84</b>	<b>-468,24</b>	<b>-445,57</b>
Financement externe FINEX	704,09	138,36	758,29	149,52	1 462,38	282,88	403,26	9,86	247,20	0,00	650,46	9,86	2 112,84	292,74	0,00	263,53
Financement interne Investissement yz	308,01	284,07	1 085,76	1 321,59	1 393,77	1 602,66	663,90	932,17	846,33	775,38	1 510,23	1 707,55	2 904,00	3 310,21	-468,44	-182,04
dont PPTE	57,16	0,00	64,05	0,00	121,21	0,00	47,96	0,00	32,49	0,00	80,45	0,00	201,66	0,00	21,28	0,00
Assistance human. Reconstr. z sinistr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Finan. interne subvention en capital	14,44	0,01	15,58	19,39	30,02	19,40	19,83	13,24	7,93	13,24	27,76	26,48	57,78	45,88	7,80	0,00
Prêts nets de remboursements	16,00	8,87	11,74	2,65	27,74	11,52	10,20	15,76	5,26	7,77	15,46	23,53	43,20	35,05	8,32	12,99
Restructuration entreprises	0,00	34,43	0,00	29,35	0,00	63,78	332,05	37,37	0,00	24,67	332,05	62,04	332,05	125,82	0,00	20,11
Solde base engagements (dons compris)	699,65	755,97	720,80	492,05	21,25	263,92	87,77	68,83	-149,60	-162,42	-61,83	-93,59	-83,08	179,33	395,37	162,44
Solde base engagements (hors dons)	-99,23	607,24	-1 584,84	-667,53	-1 681,07	-60,29	-463,72	-362,90	-611,56	-343,51	-1 065,28	-696,41	-2 746,35	-756,70	462,91	-73,73
Arriérés de paiements	0,00	-4,28	0,00	-0,05	0,00	-4,33	0,00	74,69	0,00	-71,92	0,00	2,77	0,00	-1,56	18,34	-1,00
Intérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Extérieurs	0,00	-4,28	0,00	-0,05	0,00	-4,33	0,00	74,69	0,00	-71,92	0,00	2,77	0,00	-1,56	18,34	-1,00
<b>Solde base caisse</b>	<b>-585,07</b>	<b>769,18</b>	<b>-476,37</b>	<b>-218,60</b>	<b>-1 061,44</b>	<b>550,58</b>	<b>-206,82</b>	<b>-324,36</b>	<b>24,91</b>	<b>-244,04</b>	<b>231,73</b>	<b>-568,40</b>	<b>-829,71</b>	<b>-17,82</b>	<b>-257,66</b>	<b>-126,81</b>
<b>FINANCEMENT</b>	<b>585,07</b>	<b>-769,18</b>	<b>476,37</b>	<b>218,60</b>	<b>1 061,44</b>	<b>-550,58</b>	<b>-206,82</b>	<b>-324,36</b>	<b>-24,91</b>	<b>244,04</b>	<b>-231,73</b>	<b>568,40</b>	<b>829,71</b>	<b>17,82</b>	<b>-257,66</b>	<b>-126,79</b>
Financement extérieur net	674,09	-62,09	594,83	-123,22	1 268,42	-186,31	-92,35	-60,80	-58,25	-254,06	-150,60	-314,86	-1 117,82	-500,17	-71,30	-47,58
Amortissement dette extérieure	-194,23	-57,39	-161,88	-156,70	-356,11	-214,09	-17,10	-91,63	-159,07	-44,95	-141,97	-185,98	-498,08	-350,07	-86,12	-47,10
Financement intérieur net	-89,02	-707,09	-117,96	341,82	-206,98	-365,27	-114,47	-389,16	33,34	498,10	-81,13	883,26	-288,11	517,99	-186,36	-174,38
Amort dette intérieure	-47,92	0,00	-28,74	0,00	-76,66	0,00	-19,16	-183,33	-28,74	0,00	-47,90	-183,33	-124,56	-183,33	-288,28	0,00
<b>Solde primaire</b>	<b>972,50</b>	<b>944,99</b>	<b>-308,26</b>	<b>-259,01</b>	<b>664,24</b>	<b>685,98</b>	<b>530,60</b>	<b>-82,18</b>	<b>-169,52</b>	<b>-233,20</b>	<b>361,08</b>	<b>-315,38</b>	<b>1 025,32</b>	<b>370,60</b>	<b>802,75</b>	<b>400,82</b>

Source : MDB / DNB (TOFE, 22-02-2017)

Tableau 2.2.2 : Évolution du service de la dette publique (en milliards de francs guinéens)

Service de la dette publique	1T16		2T16		1er Semestre 2016		3T16		4T16		2ème Semestre 2016		Cumul 2016		1T17	
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.
<b>1. Dette publique extérieure</b>	<b>296,02</b>	<b>108,75</b>	<b>193,42</b>	<b>211,08</b>	<b>489,44</b>	<b>319,83</b>	<b>66,07</b>	<b>-195,91</b>	<b>188,07</b>	<b>-70,01</b>	<b>254,14</b>	<b>265,92</b>	<b>-743,58</b>	<b>585,75</b>	<b>-262,66</b>	<b>-113,67</b>
Principal	194,23	57,39	161,88	156,70	356,11	214,09	-17,10	-91,63	-159,07	-44,35	-141,97	-135,98	-498,08	-350,07	86,12	-47,10
Intérêts	101,79	51,36	31,54	54,38	133,33	105,74	83,17	-104,28	29,00	25,66	112,17	129,94	245,50	235,68	176,55	66,57
<b>2. Dette publique intérieure</b>	<b>313,77</b>	<b>118,60</b>	<b>229,71</b>	<b>213,21</b>	<b>543,48</b>	<b>331,81</b>	<b>185,00</b>	<b>-302,54</b>	<b>194,58</b>	<b>-59,98</b>	<b>-379,58</b>	<b>-362,52</b>	<b>-923,06</b>	<b>694,33</b>	<b>-452,48</b>	<b>-124,34</b>
Principal	47,92	0,00	28,74	0,00	76,66	0,00	19,16	-183,33	-28,74	0,00	47,90	-183,33	-124,56	-183,33	-288,28	0,00
Intérêts	265,85	118,60	200,97	213,21	466,82	331,81	165,84	-119,21	165,84	-59,98	-331,68	-179,19	-798,50	511,00	-164,20	-124,34

Source : MDB / MEF / DNTCP, DNB (Tableau de Bord des Finances Publiques, TOFE)

## 2.3 MONNAIE ET CRÉDIT, CONTRASTÉS

**Tableau 2.3.1: Situation monétaire intégrée (fin de période en milliards de GNF)**

Agrégats	Décembre 2015	Décembre 2016	Variat. Déc 2016/Décembre 2015	
			mds GNF	%
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>1 792,63</b>	<b>3 125,21</b>	1 332,58	74,3%
- Banque Centrale	<b>1 290,31</b>	<b>2 530,68</b>	1 240,37	96,1%
Or	719,39	62,61	-656,78	-91,3%
FMI	-2 365,76	-2 861,85		21,0%
Avoirs en DT\$	1 614,80	1 798,70		11,4%
Avoirs en devises (net)	1 321,88	3 531,22		167,1%
- Banques de Dépôts	502,32	594,53		18,4%
Réserves internationales brutes (en M\$)	465,41	614,65		32,1%
Réserves internationales nettes (en M\$)	159,41	336,25		110,9%
<b>AVOIRS INTERIEURS NETS</b>	<b>15 851,72</b>	<b>16 269,40</b>		2,6%
Avoirs intérieurs nets, BCRG	<b>7 448,59</b>	<b>7 565,89</b>		1,6%
Crédit intérieur net	<b>17 435,50</b>	<b>18 281,14</b>		4,9%
- Créances sur le secteur public	<b>9 852,13</b>	<b>10 155,17</b>		3,1%
- Créances nettes sur l'Etat	<b>9 810,63</b>	<b>10 145,14</b>	334,51	3,4%
BCRG	7 353,26	7 462,35		1,5%
PNT1	7 984,89	8 279,34		3,7%
Banques primaires	2 457,37	2 682,79		9,2%
- Créances sur les Entreprises publiques	<b>41,50</b>	<b>10,03</b>		-75,8%
- Créances sur le secteur privé	<b>7 583,37</b>	<b>8 125,97</b>	542,60	7,2%
Créances compromises	375,50	635,63		69,3%
dont provisions	337,95	463,02		37,0%
Créances saines	7 207,87	7 490,35		3,9%
dont créances à MLT	2 730,73	2 942,57		7,8%
Autres postes nets	<b>-1 583,78</b>	<b>-2 011,74</b>		27,0%
Ajustement créances interbancaires				
<b>MASSÉ MONÉTAIRE</b>	<b>17 644,34</b>	<b>19 394,61</b>	1 750,27	9,9%
Base Monétaire	<b>8 738,90</b>	<b>10 096,57</b>		15,5%
- Monnaie et Quasi-Monnaie	<b>14 236,13</b>	<b>15 344,56</b>	1 108,43	7,8%
Monnaie en circulation	5 178,03	5 608,03	430,00	8,3%
Dépôts à vue GNF	7 854,35	8 495,93	641,58	8,2%
Dépôts à terme GNF	1 203,75	1 240,60	36,85	3,1%
- Dépôts en devises	<b>3 408,21</b>	<b>4 050,05</b>	641,84	18,8%

Source : BCRG /DGES

Tableau 2.3.2 : Evolution du taux de change moyen trimestriel du GNF

Trimestre/Année	Marché officiel		Marché parallèle		Prime de change (en %)	
	USD / GNF	€ / GNF	USD / GNF	€ / GNF	USD / GNF	€ / GNF
<b>2015</b>						
4T15	7 759	8 429	8 685	9 433	11,9 %	11,9 %
<b>Taux moyen, 2èmesemestre 15</b>	<b>7 995</b>	<b>8 466</b>	<b>8 488</b>	<b>9 287</b>	<b>10,3 %</b>	<b>9,7 %</b>
<b>Taux moyen annuel 2015</b>	<b>7 527</b>	<b>8 311</b>	<b>8 034</b>	<b>8 884</b>	<b>6,7 %</b>	<b>6,9 %</b>
<b>2016</b>						
1T16	8 764	9 662	8 913	9 703	1,7 %	0,4 %
2T16	8 953	10 072	9 033	10 103	0,9 %	0,3 %
<b>Taux moyen, 1<sup>er</sup> semestre 2016</b>	<b>8 858</b>	<b>9 867</b>	<b>8 973</b>	<b>9 903</b>	<b>1,3 %</b>	<b>0,4 %</b>
3T16	9 016	10 066	9 192	10 139	2,0 %	0,7 %
<b>Taux moyen 1T16-3T16</b>	<b>8 911</b>	<b>9 934</b>	<b>9 046</b>	<b>9 982</b>	<b>1,5 %</b>	<b>0,5 %</b>
4T16	9 103	9 819	9 318	10 173	2,4 %	3,6 %
<b>Taux moyen, 2èmesemestre 16</b>	<b>9 060</b>	<b>9 943</b>	<b>9 255</b>	<b>10 156</b>	<b>2,2 %</b>	<b>2,1 %</b>
<b>Taux moyen annuel 2016</b>	<b>8 959</b>	<b>9 916</b>	<b>9 114</b>	<b>10 016</b>	<b>1,7 %</b>	<b>1,0 %</b>

Source : BCRG / Direction générale des études économiques et de la statistique

**Tableau 2.3.3 : Évolution mensuelle de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)**

TAUX D'INFLATION : 2015 (Base 100 : 2002)	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015	Avril 2015	Mai 2015	Juin 2015	Juillet 2015	Août 2015	Sept 2015	Oct. 2015	Nov. 2015	Déc. 2015
Indice global	724,6	731,3	735,5	743,0	744,3	748,8	752,7	757,2	763,9	767,9	770,7	772,9
Variation en glissement annuel	8,9 %	8,5 %	8,5 %	8,4 %	8,4 %	8,4 %	8,3 %	8,2 %	7,9 %	7,7 %	7,6 %	7,3 %
Variation en moyenne annuelle	9,6 %	9,5 %	9,3 %	9,2 %	9,1 %	9,0 %	8,9 %	8,7 %	8,6 %	8,4 %	8,3 %	8,2 %

TAUX D'INFLATION : 2016 (Base 100 : 2002)	Janvier 2016	Février 2016	Mars 2016	Avril 2016	Mai 2016	Juin 2016	Juillet 2016	Août 2016	Sept 2016	Oct. 2016	Nov. 2016	Déc. 2016
Indice global	778,0	786,3	794,0	801,6	805,1	810,7	815,8	820,5	828,5	833,7	837,2	840,1
Variation en glissement annuel	7,4 %	7,5 %	7,7 %	7,9 %	8,2 %	8,3 %	8,4 %	8,4 %	8,5 %	8,6 %	8,6 %	8,7 %
Variation en moyenne annuelle	8,0 %	7,9 %	7,9 %	7,8 %	7,8 %	7,8 %	7,8 %	7,8 %	7,9 %	8,0 %	8,1 %	8,2 %

Source : MP / Institut National de la Statistique (INS)

**Tableau 2.3.4 : Évolution en glissement annuel des prix moyens de quelques produits alimentaires à Conakry**

	Déc. 2015	Jan 2016	Fév 2016	Mars 2016	Avril 2016	Mai 2016	Juin 2016	Juillet 2016	Août 2016	Sept 2016	Oct. 2016	Nov. 2016	Déc. 2016
Riz local étuvé	-5,7 %	-6,2 %	-5,5 %	-4,7 %	-2,8 %	-2,0 %	-1,7 %	2,5 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	4,9 %	10,1 %
Riz importé populaire	1,7 %	1,7 %	1,8 %	6,9 %	3,7 %	4,8 %	6,9 %	7,3 %	7,3 %	6,6 %	6,5 %	6,9 %	7,5 %
Viande de bœuf	0,0 %	0,0 %	2,6 %	3,1 %	4,7 %	6,7 %	7,0 %	7,1 %	7,3 %	9,4 %	9,4 %	9,4 %	9,4 %
Pomme de terre	11,6 %	11,9 %	12,6 %	12,3 %	11,8 %	13,1 %	12,4 %	12,9 %	14,7 %	15,3 %	16,0 %	17,3 %	16,6 %
Huile de palme	1,7 %	2,2 %	2,8 %	2,7 %	3,1 %	3,4 %	4,2 %	2,6 %	2,3 %	2,2 %	2,2 %	2,9 %	2,3 %
Huile d'arachide	4,3 %	5,3 %	4,8 %	4,6 %	4,4 %	4,6 %	4,7 %	4,6 %	4,9 %	6,3 %	6,0 %	6,2 %	6,4 %

Source : MP / INS

**Tableau 2.3.5 : Évolution des taux d'intérêt créditeurs**

	Déc-15	Jan-16	Fév-16	Mar-16	Avr-16	Mai-16	Juin-16	Juil-16	Août-16	Sept-16	Oct-16	Nov-16	Déc-16
Taux Créditeur Minimum	2,07 %	2,01 %	3,02 %	2,08 %	2,11 %	3,01 %	2,28 %	2,86 %	3,86 %	3,05 %	3,01 %	3,00 %	2,07 %
Taux d'inflation en glissement annuel	7,3 %	7,4 %	7,5 %	7,7 %	7,9 %	8,2 %	8,3 %	8,4 %	8,4 %	8,5 %	8,6 %	8,6 %	8,7 %
Taux d'intérêt réel	-5,23 %	-5,39 %	-4,48 %	-5,62 %	-5,79 %	-5,19 %	-6,02 %	-5,44 %	-4,54 %	-5,45 %	-5,59 %	-5,60 %	-6,63 %

Source : BCRG / Direction Générale des Études Économiques et de la Statistique

**Tableau 2.3.6 : Repères quantitatifs à fin décembre 2016**

	Prévisions	Réalisations	Écart Réal - Prév.
<b>REPERES</b>			
1. Recettes budgétaires hors secteur minier	9.693,60	9.720,44	+26,84
2. Dépenses courantes hors paiements d'intérêt	7.657,18	7.615,48	-41,70
3. Masse salariale de l'État	3.198,10	2.936,90	-261,20
<b>CRITÈRES</b>			
1. Solde primaire du budget (plancher, en % du PIB)	1,3 %	0,5 %	-0,8 point
2. Base monétaire (plafond, en milliards GNF)	9.072,00	10.096,57	+1.024,57
3. Avoirs intérieurs nets, BCRG (plancher, milliards GNF)	7.329,00	7.462,35	+133,35
4. Réserves internationales nettes (en millions USD)	256,00	336,25	+80,25

Source : MB, BCRG

Tableau 2.3.7 : Critères de convergence à fin-décembre

Normes CEDEAO / ZMAO	2015	2016	Observation
<b>1. Critères de premier rang</b>			
1.1 Solde budgétaire global / PIB : $\leq -3\%$	-6,9 %	+0,2 %	Satisfaisant
1.2 Taux d'inflation en moyenne annuelle $\leq 10\%$ (avec objectif $\leq 5\%$ en 2019)	8,2 %	8,2 %	Satisfaisant
1.3 Financement du déficit budgétaire par la BCRG $\leq 10\%$ RF, année précédente.	31,4 %	3,9 %	Satisfaisant
1.4 Réserves brutes de change $\geq 6$ mois d'importations.	2,5	1,7	Non-satisfaisant
<b>2. Critères de second rang</b>			
2.1 Ratio Encours de la dette extérieure / PIB $\leq 70\%$	18,8 %	20,9 %	Satisfaisant
2.2 Variation du taux de change nominal (USD / GNF) = $\pm 10\%$	18,4 %	35,8 %	Non-satisfaisant
<b>Nombre de critères remplis sur une prévision de six (6).</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	

Sources : MEF, MB, MPP, BCRG.

## 2.4 CROISSANCE ÉCONOMIQUE, PEU DIVERSIFIÉE

Secteurs d'activités/agrégats	2011	2012	2013	2014	2015	2016 (e)	2017 (p)
Taux de croissance réel (%)							
PIB	3,9	3,9	2,3	3,7	4,5	7,1	6,6
Secteur Primaire	4,5	3,8	5,1	4,5	7,1	2,9	6,3
Secteur Secondaire	4,4	3,5	0,8	7,5	-5,2	16,7	7,5
Secteur Tertiaire	3,2	4,2	1,9	1,2	9,6	3,2	6,1
PIB à prix courants (en milliards GNF)	34 320,5	42 642,7	47 250,3	61 573,0	65 627,0	76 577,0	89 538,0
Soldé en ressources intérieures	-7 001,4	-7 249,3	-5 859,0	-12 684,0	-15 881,7	-14 396,5	-43 784,1
En. % du PIB à prix courants							
Importations	52,4	51,2	41,4	49,5	49,2	47,4	78,3
Consommation finale	100,8	98,5	95,4	97,2	100,6	97,6	106,5
publique	9,8	9,7	10,5	17,8	19,8	16,1	16,9
privée	91,0	88,8	84,9	79,5	80,8	81,6	89,6
FBCF	19,6	18,5	17,0	23,3	23,4	17,9	41,5
administration	3,3	6,4	5,1	9,8	9,8	6,2	6,8
privée	16,3	12,0	11,9	13,4	13,6	11,7	34,7
Variations de stocks	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	3,3	0,9
Exportations	31,9	34,3	29,1	26,3	23,1	28,5	29,5

Source: MPC/ DNPP  
Cadrage, 26-05-2017

(e) estimation (p) prévision

Sources : FMI, MPC/ DNPP (26/05/2017)